



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving Public Works and Government
Services Canada/Réception des soumissions
Travaux publics et Services gouvernementaux
Canada

1713 Bedford Row

Halifax, N.S./Halifax, (N.É.)

Halifax

Nova Scotia

B3J 1T3

Bid Fax: (902) 496-5016

INVITATION TO TENDER

APPEL D'OFFRES

**Tender To: Public Works and Government Services
Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of
Canada, in accordance with the terms and conditions set
out herein, referred to herein or attached hereto, the goods,
services, and construction listed herein and on any attached
sheets at the price(s) set out therefor.

Soumission aux: Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la
Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou
incluses par référence dans la présente et aux annexes
ci-jointes, les biens, services et construction énumérés
ici et sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Atlantic Region Acquisitions/Région de l'Atlantique
Acquisitions

1713 Bedford Row

Halifax, N.S./Halifax, (N.É.)

Halifax

Nova Scot

B3J 1T3

Title - Sujet TC Atlantic WAV Project	
Solicitation No. - N° de l'invitation T2012-200016/A	Date 2020-07-28
Client Reference No. - N° de référence du client T2012-20-0016	GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$HAL-104-6025
File No. - N° de dossier HAL-0-84035 (104)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2020-08-18	
Time Zone Fuseau horaire Atlantic Daylight Saving Time ADT	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Nowakowski, Leanne	Buyer Id - Id de l'acheteur hal104
Telephone No. - N° de téléphone (902) 403-7112 ()	FAX No. - N° de FAX (902) 496-5016
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: T2012 Programs Heritage Court 95 Foundry St P.O Box. 42 MONCTON New Brunswick E1C8K6 Canada	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

INVITATION À SOUMISSIONNER

(Transports Canada – Projet relatif aux épaves et aux navires abandonnés 2020)
(Région de l'Atlantique)

AVIS IMPORTANT AUX SOUMISSIONNAIRES

PAIEMENT SANS DÉLAI DANS L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

Principes en matière de paiement sans délai

Services publics et Approvisionnement Canada est d'avis que ces trois principes devraient régir le versement des paiements faits au titre des contrats de construction :

- **Rapidité** : Le Ministère examinera et traitera les factures dans les meilleurs délais. En cas de différend, Services publics et Approvisionnement Canada paiera les éléments non contestés, tout en s'employant à résoudre la question du montant contesté de façon rapide et équitable
- **Transparence** : Le Ministère rendra publics les renseignements sur les paiements versés au titre des contrats de construction, comme les dates de versement des paiements, ainsi que le nom des entreprises, les numéros de contrat et de projet; de leur côté, les entrepreneurs devraient communiquer ces renseignements aux paliers inférieurs
- **Responsabilité partagée** : Les payeurs et les bénéficiaires sont tenus de respecter les conditions de leurs contrats, entre autres leurs obligations liées au versement et à la réception des paiements, ainsi que d'adopter les pratiques exemplaires de l'industrie.

Pour plus de renseignements : <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/biens-property/divulcation-disclosure/psdic-ppci-fra.html>

MISE À JOUR SUR L'UTILISATION DE L'AMIANTE DE TPSGC

En date du 1^{er} avril 2016, tous les contrats de Travaux publics et services gouvernementaux Canada (TPSGC) qui portent sur des projets de nouvelle construction et des rénovations importantes interdiront l'utilisation des matériaux de construction contenant de l'amiante. Pour de plus amples informations veuillez consulter ce lien

<https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/biens-property/ami-asb/amiante-asbestos-fra.html>

Avis aux soumissionnaires. Il n'y aura pas de dépouillement public des soumissions pour cette invitation. Voir IP05 pour plus d'information.

TABLE DES MATIÈRES

INSTRUCTIONS PARTICULIÈRES AUX SOUSMISSIONNAIRES (IP)

IP01	Documents de soumission
IP02	Demandes de renseignements pendant l'appel d'offres
IP03	—
IP04	Révision des soumissions
IP05	Résultats de l'appel d'offres
IP06	Fonds insuffisants
IP07	Période de validité des soumissions
IP08	Documents de construction
IP09	Exigences relatives à la sécurité industrielle
IP10	Liste des sous-traitants et fournisseurs
IP11	Sites Web

R2710T INSTRUCTIONS GÉNÉRALES - SERVICES DE CONSTRUCTION - EXIGENCES RELATIVES À LA GARANTIE DE SOUMISSION (IG) (2019-05-30)

Les articles suivants de la clause R2710T sont reproduits sur le site [Web https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/5/R](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/5/R)

IG01	Dispositions relatives à l'intégrité - soumission
IG02	La soumission
IG03	Identité ou capacité civile du soumissionnaire
IG04	Taxes applicables
IG05	Frais d'immobilisation
IG06	Immatriculation et évaluation préalable de l'outillage flottant
IG07	Liste des sous-traitants et fournisseurs
IG08	Exigences relatives à la garantie de soumission
IG09	Livraison des soumissions
IG10	Révision des soumissions
IG11	Rejet de la soumission
IG12	Coûts relatifs aux soumissions
IG13	Numéro d'entreprise – approvisionnement
IG14	Respect des lois applicables
IG15	Approbation des matériaux de remplacement
IG16	Évaluation du rendement
IG17	Conflit d'intérêts / Avantage indus.
IG18	Code de conduite pour l'approvisionnement-soumission

DOCUMENTS DU CONTRAT (DC)

CONDITIONS SUPPLÉMENTAIRES (CS)

CS01	Condition d'assurance
------	-----------------------

FORMULAIRE DE SOUMISSION ET D'ACCEPTATION (SA)

SA01	Identification du projet
SA02	Nom commercial et adresse du soumissionnaire
SA03	Offre
SA04	Période de validité des soumissions
SA05	Acceptation et contrat
SA06	Durée des travaux
SA07	Garantie de soumission
SA08	Signature

APPENDICE 1 DISPOSITION RELATIVES À L'INTÉGRITÉ ANNEXE A - ATTESTATION D'ASSURANCE

INSTRUCTIONS PARTICULIÈRES AUX SOUMISSIONNAIRES (IP)

IP01 DOCUMENTS DE SOUMISSION

1. Les documents suivants constituent les documents de soumission:
 - a. Appel d'offres - Page 1;
 - b. Instructions particulières aux soumissionnaires
 - c. Instructions générales – services de construction – exigences relatives à la garantie de soumission R2710T (2019-05-30)
 - d. Clauses et conditions identifiées aux “Documents du contrat”;
 - e. Dessins et devis;
 - f. Formulaire de soumission et d'acceptation et tout appendice s'y rattachant; et
 - g. Toute modification émise avant la clôture de l'invitation.

La présentation d'une soumission constitue une affirmation que le soumissionnaire a lu ces documents et accepte les modalités qui y sont énoncées.

2. Les Instructions générales - Services de construction - Exigences relatives à la garantie de soumission R2710T sont incorporées par renvoi et reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC). Le guide des CCUA est disponible sur le site Web de TPSGC: <https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/5/R>
3. **Instructions supplémentaires**

Transports Canada doit procéder à l'enlèvement et à l'élimination des 13 navires suivants dans la région de l'Atlantique :

N°	Nom du navire	Emplacement
1	Little Dipper Harbour (chaland de bois inconnu)	Little Dipper Harbour, N.-B.
2	Patricia Lenora (#0328711)	Kennebecasis River, Millidgeville, N.-B.
3	Trois épaves échoué	Frye Island, N.-B.
4	Arnold's Cove bleu (bâtiment inconnu)	Arnold's Cove, T.-N.-L.
5	Arnold's Cove gris (bâtiment inconnu)	Arnold's Cove, T.-N.-L.
6	Fleur de Lys (deux bateaux inconnus)	Fleur de Lys, T.-N.-L.
7	Mary Ruth	Southport Harbour, T.-N.-L.
8	Braithwaite Bailey	Swift Current, T.-N.-L.
9	Bernard N. Seeley	Baker's Island, Yarmouth, N.-É.
10	Brunswick Mariner	au port de Yarmouth, N.-É.
11	Coque Vert	Pres de Barrington passage, N.-É.
12	Bâtiment échoué 15A1377	Mud Cove, N.-É.
13	Lady Elizabeth	East Port Medway, N.-É.

En réponse à la présente invitation à soumissionner, les soumissionnaires peuvent présenter une soumission pour un ou plusieurs navires. La soumission doit porter sur au moins un navire. Aucun maximum n'est établi quant au nombre de navires sur lequel doit porter la soumission. Les soumissionnaires peuvent présenter une soumission pour n'importe quel nombre de navires, de 1 à 13. L'évaluation des propositions et l'attribution des contrats se feront individuellement pour chaque navire. Par conséquent, l'objectif est d'attribuer 13 contrats des suites de l'invitation à soumissionner.

Formulaire de soumission et d'acceptation

Comme l'évaluation des propositions et l'attribution des contrats se feront individuellement pour chaque navire, il est primordial que les soumissionnaires préparent et présentent un formulaire de soumission et d'acceptation distinct pour CHACUN des navires faisant l'objet d'une soumission. Par exemple, si un soumissionnaire présente une soumission pour trois navires, sa soumission devrait inclure trois formulaires de soumission et d'acceptation, comprenant une offre pour chacun des navires individuellement. Un formulaire de soumission et d'acceptation comprenant une offre combinée pour plus d'un navire ne sera pas accepté ni évalué, de sorte que la soumission sera rejetée en totalité.

Garantie de soumission

Une garantie de soumission doit être fournie pour la somme des soumissions pour tous les navires faisant l'objet d'une soumission. Par exemple, si un soumissionnaire présente une soumission pour trois navires (15 000 \$ pour le navire 1, 20 000 \$ pour le navire 2 et 25 000 \$ pour le navire 3), le montant de la garantie de soumission doit être établi en fonction de la somme des offres pour ces trois navires, taxes en sus. Dans cet exemple, la somme des soumissions pour les navires 1, 2 et 3 s'élève à 60 000 \$. Par conséquent, la garantie de soumission est établie en fonction du montant total des soumissions, soit 60 000 \$, TVH en sus.

Les soumissionnaires peuvent fournir un formulaire de garantie de soumission pour tous les navires ou un formulaire de garantie de soumission par navire, à condition qu'ils offrent une garantie de soumission pour chaque navire faisant l'objet d'une soumission.

IP02 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PENDANT L'APPEL D'OFFRES

1. Toute demande de renseignements sur l'appel d'offres doit être présentée par écrit à l'autorité contractante dont le nom figure à l'Appel d'offres - Page 1 à l'adresse courriel Leanne.Nowakowski@tpsgc-pwgsc.gc.ca. À l'exception de l'approbation de matériaux de remplacement, comme cela est décrit à l'IG15 de la R2710T toutes les autres demandes de renseignements devraient être reçues au moins 5 jours ouvrables avant la date de clôture de l'invitation afin de laisser suffisamment de temps pour y répondre. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après cette date, il est possible qu'on ne puisse y répondre.
2. Pour assurer la cohérence et la qualité de l'information fournie aux soumissionnaires, l'autorité contractante examinera le contenu de la demande de renseignements et décidera s'il convient ou non de publier une modification.
3. Toutes les demandes de renseignements et autres communications envoyées avant la clôture de l'appel d'offres doivent être adressées UNIQUEMENT à l'autorité contractante dont le nom figure à l'Appel d'offres - Page 1. Le défaut de se conformer à cette exigence pourrait avoir pour conséquence que la soumission soit déclarée non recevable.

IP03 Conférence des soumissionnaires

Une conférence des soumissionnaires aura lieu le 12 août, 2020 à 10 :00 HAA. Dans le cadre de la conférence, on examinera la portée du besoin précisé dans la demande de soumissions et on répondra aux questions qui seront posées. Il est recommandé que les soumissionnaires qui ont l'intention de déposer une soumission assistent à la conférence ou y envoient un représentant.

Les soumissionnaires sont priés de communiquer avec l'autorité contractante avant la conférence pour obtenir les détails de la téléconférence et confirmer leur présence. Ils devraient fournir à l'autorité contractante, par écrit, une liste des personnes qui assisteront à la conférence et des questions qu'ils souhaitent y voir abordées au plus tard le fermeture des bureaux le 6 août, 2020.

Toute précision ou tout changement apporté à la demande de soumissions à la suite de la conférence des soumissionnaires sera inclus dans la demande de soumissions, sous la forme d'une modification. Les soumissionnaires qui ne participeront pas à la conférence pourront tout de même présenter une soumission.

IP04 RÉVISION DES SOUMISSIONS

Une soumission peut être révisée par lettre ou par télécopie conformément à l'IG10 de la R2710T. Le numéro du télécopieur pour la réception de révisions est le (902) 496-5001.

IP05 RÉSULTATS DE L'APPEL D'OFFRES

1. Il n'y aura pas de dépouillement public des soumissions pour cette invitation.
2. La soumission recevable proposant le prix le plus bas pour un navire en particulier sera recommandée pour l'attribution d'un contrat pour le navire en question. L'évaluation des propositions et l'attribution des contrats se feront individuellement pour chaque navire.

3. Compte tenu de la complexité du processus d'appel d'offres de cette invitation à soumissionner, il ne sera pas possible d'obtenir les résultats auprès du bureau de réception des soumissions. Une lettre de refus sera transmise aux soumissionnaires qui n'auront pas été retenus lorsque l'étape d'évaluation des soumissions et d'attribution des contrats sera terminée.

IP06 FONDS INSUFFISANTS

Si la soumission conforme la plus basse dépasse le montant des fonds alloués par le Canada pour les travaux, le Canada pourra

- a. annuler l'appel d'offres; ou
- b. obtenir des fonds supplémentaires et attribuer le contrat au soumissionnaire ayant présenté la soumission conforme la plus basse.

IP07 PÉRIODE DE VALIDITÉ DES SOUMISSIONS

1. Le Canada se réserve le droit de demander une prorogation de la période de validité des soumissions tel que précisé à la SA04 du Formulaire de soumission et d'acceptation. Dès réception d'un avis écrit du Canada, les soumissionnaires auront le choix d'accepter ou de refuser la prorogation proposée.
2. Si la prorogation mentionnée à l'alinéa 1. ci-haut est acceptée par écrit par tous les soumissionnaires qui ont présenté une soumission, le Canada pourra poursuivre alors sans tarder l'évaluation des soumissions et les processus d'approbation.
3. Si la prorogation mentionnée à l'alinéa 1. ci-haut n'est pas acceptée par écrit par tous les soumissionnaires qui ont présenté une soumission, le Canada pourra alors, à sa seule discrétion,
 - a) poursuivre l'évaluation des soumissions de ceux qui auront accepté la prorogation proposée et obtenir les approbations nécessaires; ou
 - b) annuler l'appel d'offres.
4. Les conditions exprimées dans les présentes ne limitent d'aucune façon les droits du Canada définis dans la loi ou en vertu de l'IG11 de R2710T.

IP08 SITES WEB

La connexion à certains des sites Web se trouvant aux documents d'appel d'offres est établie à partir d'hyperliens. La liste suivante énumère les adresses de ces sites Web.

Appendice L du Conseil du Trésor, Compagnies de cautionnement reconnues

<http://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=14494§ion=text#appl>

Achats et ventes

<https://achatsetventes.gc.ca/>

Sanctions économiques canadiennes

<http://www.international.gc.ca/sanctions/index.aspx?lang=fra>

Rapport d'évaluation du rendement de l'entrepreneur (Formulaire PWGSC-TPSGC 2913)

<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/2913.pdf>

Cautionnement de soumission (formulaire PWGSC-TPSGC 504)

<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/504.pdf>

Cautionnement d'exécution (formulaire PWGSC-TPSGC 505)

http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/505_fra.pdf

Cautionnement pour le paiement de la main-d'œuvre et des matériaux (formulaire PWGSC-TPSGC 506)

<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/506.pdf>

Guide des clauses et conditions uniformisées d'achats (CCUA)

<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/5/R>

Services de sécurité industrielle

<http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html>

TPSGC, Code de conduite pour l'approvisionnement

<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/cndt-cndct/contexte-context-fra.html>

TPSGC, Formulaires relatifs à l'administration des contrats de construction et de services d'experts-conseils

<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/formulaires-forms-fra.html>

Formulaire de déclaration

<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/formulaire-form-fra.html>

Accord Commerciaux

<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/Cadre-strat-gique-et-juridique/Accords-commerciaux>

DOCUMENTS DU CONTRAT (DC)

1. Les documents suivants constituent le contrat:
 - a. Page « Contrat » une fois signée par le Canada;
 - b. Formulaire de soumission et d'acceptation et tout Appendice s'y rattachant rempli(s) en bonne et due forme;
 - c. Dessins et devis;
 - d. Conditions générales et clauses:

CG1	Dispositions générales – Services de construction	R2810D	(2017-11-28);
CG2	Administration du contrat	R2820D	(2016-01-28);
CG3	Exécution et contrôle des travaux	R2830D	(2019-11-28);
CG4	Mesures de protection	R2840D	(2008-05-12);
CG5	Modalités de paiement	R2850D	(2019-11-28);
CG6	Retards et modifications des travaux	R2860D	(2019-05-30);
CG7	Défaut, suspension ou résiliation du contrat	R2870D	(2018-06-21);
CG8	Règlement des différends	R2880D	(2019-11-28);
CG9	Garantie contractuelle	R2890D	(2018-06-21);
CG10	Assurances	R2900D	(2008-05-12);
	Coûts admissibles pour les modifications de contrat sous CG6.4.1	R2950D	(2015-02-25);
 - e. Conditions supplémentaires
 - f. Toute modification émise ou toute révision de soumission recevable, reçue avant l'heure et la date déterminée pour la clôture de l'invitation;
 - g. Toute modification incorporée d'un commun accord entre le Canada et l'entrepreneur avant l'acceptation de la soumission; et
 - h. Toute modification aux documents du contrat qui est apportée conformément aux conditions générales.
2. Les documents identifiés par titre, numéro et date ci-dessus sont intégrés par renvoi et sont reproduits dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC). Le guide des CCUA est disponible sur le site Web de TPSGC:
<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/5/R>
3. La langue des documents du contrat est celle du Formulaire de soumission et d'acceptation présenté.

CONDITIONS SUPPLÉMENTAIRES (CS)

CS01 CONDITIONS D'ASSURANCE

1) **Polices d'assurance**

- a) L'entrepreneur souscrit et maintient, à ses propres frais, les polices d'assurance conformément aux exigences de l'Attestation d'assurance. L'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada.
- b) Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue. L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

2) **Période d'assurance**

- a) Les polices exigées à l'Attestation d'assurance doivent prendre effet le jour de l'attribution du contrat et demeurer en vigueur pendant toute la durée du contrat.
- b) Il incombe à l'entrepreneur de fournir et de maintenir la couverture pour produits/travaux complétés de sa police d'assurance responsabilité civile des entreprises et ce pour un délai minimum de (6) six ans suivant la date du Certificat d'achèvement substantiel.

3) **Preuve d'assurance**

- a) Avant le début des travaux, et au plus tard trente (30) jours après l'acceptation de sa soumission, l'entrepreneur doit remettre au Canada une Attestation d'assurance sur le formulaire fournis.
- b) À la demande du Canada, l'entrepreneur doit fournir les originaux ou les copies certifiées de tous les contrats d'assurance auxquels l'entrepreneur a souscrit conformément à l'Attestation d'assurance.

4) **Indemnités d'assurance**

En cas de sinistre, l'entrepreneur doit faire sans délai toutes choses et exécuter tous documents requis pour le paiement de l'indemnité d'assurance.

5) **Franchise**

L'entrepreneur doit assumer le paiement de toutes sommes d'argent en règlement d'un sinistre, jusqu'à concurrence de la franchise.

Tableau de synthèse des soumissions

Les soumissionnaires sont invités à remplir ce tableau de synthèse et à le joindre à leur soumission, mais ils ne sont pas tenus de le faire. Ce tableau de synthèse vise à aider les soumissionnaires à structurer leur soumission et à s'assurer qu'ils ont fourni tous les documents nécessaires.

N°	Nom du navire	Emplacement	Est-ce qu'une soumission est présentée pour ce navire? Si oui, cocher la case.	Si une soumission est présentée pour le navire, est-ce qu'un formulaire de soumission et d'acceptation a été rempli? (Insérer le montant de l'offre inscrit dans le formulaire de soumission et d'acceptation*.)
1	Little Dipper Harbour (chaland de bois inconnu)	Little Dipper Harbour, N.-B.		\$
2	Patricia Lenora (#0328711)	Kennebecasis River, Millidgeville, N.-B.		\$
3	Trois épaves échoué	Frye Island, N.-B.		\$
4	Arnold's Cove bleu (bâtiment inconnu)	Arnold's Cove, T.-N.-L.		\$
5	Arnold's Cove gris (bâtiment inconnu)	Arnold's Cove, T.-N.-L.		\$
6	Fleur de Lys (deux bateaux inconnus)	Fleur de Lys, T.-N.-L.		\$
7	Mary Ruth	Southport Harbour, T.-N.-L.		\$
8	Braithwaite Bailey	Swift Current, T.-N.-L.		\$
9	Bernard N. Seeley	Baker's Island, Yarmouth, N.-É.		\$
10	Brunswick Mariner	au port de Yarmouth, N.-É.		\$
11	Coque Vert	Pres de Barrington passage, N.-É.		\$
12	Bâtiment échoué 15A1377	Mud Cove, N.-É.		\$
13	Lady Elizabeth	East Port Medway, N.-É.		+ _____ \$
La garantie de soumission devrait être établie en fonction de la somme de toutes les offres présentées :				\$

*Remarque : En cas d'incompatibilité entre les montants, le montant de l'offre inscrit dans le formulaire de soumission et d'acceptation final sera accepté, et non le montant inscrit dans le tableau ci-dessus. Ce tableau est fourni à titre indicatif seulement et ne constitue pas une offre.

FORMULAIRE DE SOUMISSION ET D'ACCEPTATION (SA)

SA01 IDENTIFICATION DU PROJET

(Transports Canada – Projet relatif aux épaves et aux navires abandonnés 2020)

Le formulaire de soumission et d'acceptation est fourni pour le navire suivant :

_____ (veuillez insérer le nom et le numéro du navire*)

*Remarque : Comme il l'est précisé au paragraphe 3 de la section IP01, il faut fournir un formulaire de soumission et d'acceptation PAR navire, car l'évaluation des propositions et l'attribution des contrats se feront individuellement pour chaque navire

SA02 NOM LÉGAL ET ADRESSE DU SOUMISSIONNAIRE

Raison sociale: _____

Nom commercial (si applicable) : _____

Adresse: _____

Téléphone: _____ Télécopieur: _____ NEA : _____

Adresse courriel : _____

Le Numéro d'organisation du Programme de sécurité industrielle : _____

(si requis)

SA03 OFFRE

Le soumissionnaire offre au Canada d'exécuter les travaux du projet mentionné ci-dessus, conformément aux documents de soumission pour le montant total de la soumission de

_____ \$ excluant les taxe(s) applicables.
(exprimé en chiffres)

SA04 PÉRIODE DE VALIDITÉ DES SOUMISSIONS

La soumission ne peut être retirée pour une période de (30) jours suivant la date de clôture de l'invitation.

SA05 ACCEPTATION ET CONTRAT

À l'acceptation de l'offre de l'entrepreneur par le Canada, un contrat exécutoire sera formé entre le Canada et le soumissionnaire. Les documents constituant le contrat sont ceux mentionnés à la section Documents du contrat.

SA06 DURÉE DES TRAVAUX

L'entrepreneur doit exécuter et compléter les travaux par le 31 mars, 2021.

SA07 GARANTIE DE SOUMISSION

Le soumissionnaire doit joindre à sa soumission une garantie de soumission conformément à l'IG08 - Exigences relatives à la garantie de soumission de la R2710T -Instructions générales - Services de construction - Exigences relatives à la garantie de soumission.

SA08 SIGNATURE

Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du soumissionnaire (Tapés ou lettres moulées)

Signature

Date

APPENDICE 1 – DISPOSITION RELATIVES À L'INTÉGRITÉ

(Texte provenant de la Politique d'inadmissibilité et de suspension <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html> en date du 2016-04-04)

Liste des noms : Tous les soumissionnaires, peu importe leur situation au titre de la Politique, doivent présenter les renseignements ci-dessous au moment de prendre part à un processus d'approvisionnement ou à une transaction immobilière :

- les soumissionnaires constitués en personne morale, y compris ceux qui présentent une soumission à titre de coentreprise, doivent fournir la liste complète des noms de tous les administrateurs actuels ou, dans le cas d'une entreprise privée, des propriétaires de la société;
- les soumissionnaires soumissionnant à titre d'entreprise à propriétaire unique, y compris ceux soumissionnant en tant que coentreprise, doivent fournir la liste complète des noms de tous les propriétaires;
- les soumissionnaires soumissionnant à titre de société en nom collectif n'ont pas à soumettre une liste de noms.

Si la liste des noms n'a pas été fournie à la fin de l'évaluation des soumissions ou des offres ou dans le cadre d'un processus d'approvisionnement ou d'une transaction immobilière où aucune soumission ou offre ne sera présentée, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel il doit donner l'information. Fournir les noms requis est une exigence obligatoire d'attribution d'un accord immobilier ou d'un contrat. Le défaut de fournir la liste des noms dans le délai prescrit rendra la soumission ou l'offre irrecevable, ou autrement entraînera l'exclusion du soumissionnaire du processus d'attribution de l'accord immobilier ou du contrat.

[illegible]

ANNEXE B – ATTESTATION D'ASSURANCE

(Pour informations seulement, n'est pas requise lors du dépôt de soumission)



Travaux publics et
Services gouvernementaux
Canada

Public Works and
Government Services
Canada

ATTESTATION D'ASSURANCE

Page 1 de 2

Description et emplacement des travaux	N° de contrat.
	N° de projet

Nom de l'assureur, du courtier ou de l'agent postal	Adresse (N°, rue)	Ville	Province	Code
---	-------------------	-------	----------	------

Nom de l'assuré (Entrepreneur) Postal	Adresse (N°, rue)	Ville	Province	Code
--	-------------------	-------	----------	------

Assuré additionnel Sa majesté la Reine du chef du Canada représentée par le Ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux
--

Genre d'assurance	Compagnie et N° de la police	Date d'effet J / M / A	Date d'expiration J / M / A	Plafonds de garantie		
Responsabilité civile des entreprises Responsabilité complémentaire/exc édentaire.				Par sinistre \$ \$	Global général annuel \$ \$	Global - Risque après travaux \$ \$
Responsabilité pollution des entreprises				\$ <input type="checkbox"/> Par incident <input type="checkbox"/> Par événement Global \$		
Responsabilité maritime				\$		

J'atteste que les polices ci-dessus ont été émises par des assureurs dans le cadre de leurs activités d'assurance au Canada et que ces polices sont présentement en vigueur, comprennent les garanties et dispositions applicables de la page 2 de l'Attestation d'assurance, incluant le préavis d'annulation ou de réduction de garantie.

--

Nom de la personne autorisée à signer au nom de(s) l'assureur(s) (Cadre, agent, courtier)

--

Numéro de téléphone

--

Signature

Date J / M / A

Généralités

Les polices exigées à la page 1 de l'Attestation d'assurance doivent être en vigueur et doivent inclure les garanties énumérées sous le genre d'assurance correspondant de cette page-ci.

Les polices doivent assurer l'entrepreneur et doivent inclure, en tant qu'assuré additionnel, Sa majesté la Reine du chef du Canada représentée par le Ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux.

La police d'assurance doit comprendre un avenant prévoyant un préavis écrit d'au moins trente (30) jours en cas d'annulation de l'assurance ou de toute réduction de la garantie d'assurance.

Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue.

De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.

Responsabilité civile des entreprises

La garantie d'assurance fournie ne doit pas être substantiellement inférieure à la garantie fournie par la dernière publication du formulaire BAC 2100.

La police doit inclure ou avoir un avenant pour l'inclusion d'une garantie pour les risques et dangers suivants si les travaux y sont assujettis :

- a) Dynamitage.
- b) Battage de pieux et travaux de caisson.
- c) Reprise en sous-œuvre.
- d) Enlèvement ou affaiblissement d'un support soutenant toute structure ou terrain, que ce support soit naturel ou non, si le travail est exécuté par l'entrepreneur assuré.

La police doit comporter:

- a) un « Plafond par sinistre » d'au moins **5 000 000 \$**;
- b) un « Plafond global général » d'au moins **10 000 000 \$** par année d'assurance, si le contrat d'assurance est assujetti à une telle limite.
- c) un « Plafond pour risque produits/après travaux » d'au moins **5 000 000 \$**.

Une assurance responsabilité complémentaire ou excédentaire peut être utilisée pour atteindre les plafonds obligatoires.

Responsabilité pollution des entreprises

La limite de responsabilité doit avoir un plafond équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à **1 000 000 \$** par incident ou par événement et suivant le plafond global.

Responsabilité maritime

La garantie d'assurance doit être fournie par une police d'assurance protection et indemnisation mutuelle et doit comprendre une responsabilité additionnelle en matière de collision et de pollution.

L'assurance doit être souscrite auprès d'un membre du groupe international de sociétés d'assurance mutuelle, ou avec un marché fixe, et le montant ne doit pas être inférieur aux limites fixées par la *Loi sur la responsabilité en matière maritime*, L.C. 2001, ch. 6. La protection doit comprendre les membres d'équipage, s'ils ne sont pas couverts par l'assurance contre les accidents du travail du territoire ou de la province ayant juridiction sur ces employés.

La police doit renoncer à tout droit de subrogation contre le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, relativement à toute perte ou dommage au navire, peu en importe la cause.

TRANSPORTS CANADA – ÉNONCÉ DES TRAVAUX #1

Bâtiment naufragé / épave – Chaland de bois, Little Dipper Harbour, NB



Le chaland de bois échoué à Little Dipper Harbour, NB (Février 2020)

1.0 Exigence : Enlèvement et disposition du bâtiment

Fournir les services nécessaires (y compris la main-d'œuvre, les matériaux et l'équipement) pour enlever le chaland de bois à Little Dipper Harbour, NB, et en disposer. Les travaux engloberont l'enlèvement complet du bâtiment et son élimination en milieu terrestre de manière sécuritaire. Toute perturbation causée au site (trous, dépressions, rainures et/ou ornières) par l'enlèvement du bâtiment ou par l'équipement utilisé pour effectuer les travaux doit être atténuée de manière à rétablir le site dans un état aussi proche que possible que celui du milieu environnant, et cela le plus rapidement possible. Les travaux doivent être effectués conformément aux lois et aux règlements applicables relatifs à la sécurité de la main-d'œuvre/au travail et à l'environnement.

Voici les lois et les règlements pouvant s'appliquer, entre autres :

À l'échelle fédérale

[Loi canadienne sur la protection de l'environnement](#)

[Loi sur les pêches](#)

[Code canadien du travail](#)

Nouvelle-Écosse

[Nova Scotia Occupational Health and Safety Act](#)

[Nova Scotia Environment Act](#)

Nouveau-Brunswick

[Loi sur l'assainissement de l'environnement](#)

[Loi sur l'hygiène et la sécurité au travail](#)

Terre-Neuve-et-Labrador

[Environmental Protection Act](#)

[Occupational Health and Safety Act](#)

Île-du-Prince-Édouard

[Environmental Protection Act](#)

[Occupational Health and Safety Act](#)

Il convient de noter que même s'il a été déterminé que le bâtiment représente un risque de pollution ou un danger minimal/faible ou négligeable, les entrepreneurs doivent prévoir un bon dispositif de confinement (estacades et/ou produits absorbants) en cas de déversements d'hydrocarbures, qui pourraient survenir durant les travaux d'enlèvement. Il incombe aux entrepreneurs de contenir et d'éliminer les déversements et les rejets, et Transports Canada doit être avisé immédiatement et dans un délai maximal de 24 heures en cas de déversement ou de rejet.

2.0 Emplacement

Le chaland de bois est actuellement échoué à Little Dipper Harbour, au Nouveau-Brunswick, 45°7'8.54"N x 66°21'38.8"O. Le bâtiment repose tel quel sur une plage de sable et de gravier. Des dommages sévères à la coque peuvent être observés et le niveau de détérioration est élevé.



L'étoile rouge indique l'emplacement du chaland de bois

3.0 Caractéristiques du bâtiment

Longueur : 25 m **Largeur** : Inconnue **Jauge brute** : Inconnue **Matériaux** : Inconnue

4.0 Résumé des mesures requises

1. Fournir un calendrier détaillé de l'ensemble des travaux d'enlèvement aux fins d'examen et d'approbation par un représentant du Ministère.
2. Inspecter le site et vérifier auprès du représentant du Ministère les articles devant être conservés.
3. Retirer le bâtiment du lit de la voie navigable de la manière dont l'entrepreneur le juge approprié de le faire, en s'assurant d'effectuer tous les travaux conformément à l'ensemble des règlements et des exigences applicables, y compris l'enlèvement, la protection du site, la protection des personnes et l'élimination.
4. L'entrepreneur doit prendre toutes les mesures possibles pour assurer la sécurité du public dans le cadre des travaux prévus dans le contrat, y compris, mais sans s'y limiter ce qui suit : fournir et installer les barrières ou prendre les mesures de contrôle du trafic maritime requises, prendre soin de ne pas

endommager les clôtures, les arbres, l'aménagement paysager, les caractéristiques naturelles, les points de repère, les installations existantes, la chaussée existante, les lignes de service, les accessoires du site, etc., qui doivent demeurer en place.

5. Ne pas endommager les systèmes racinaires des arbres, plantes et arbustes existants qui doivent demeurer en place, en empilant le surplus de terre ou des débris excédentaires sur eux ou en les coupant lors du dégagement du secteur.
6. Si l'on fait appel à des plongeurs, les opérations de plongée doivent être effectuées dans le respect des exigences du *Code canadien du travail*.
7. Démanteler le bâtiment et en disposer dans un lieu d'élimination terrestre approuvé par la province.
8. Corriger toute perturbation causée au site (trous, dépressions, rainures et/ou ornières) par l'enlèvement du bâtiment ou par l'équipement utilisé pour effectuer les travaux de manière à rétablir le site dans un état aussi proche que possible que celui du milieu environnant, et cela le plus rapidement possible.

5.0 Calendrier du projet

Les travaux effectués pour enlever le bâtiment et en disposer doivent être terminés d'ici le 31 mars 2021.

6.0 Exigences en matière de production de rapports :

L'entrepreneur doit communiquer avec le Bureau national de la protection de la navigation sept jours avant le début des travaux d'enlèvement et dans un délai de deux jours suivant l'enlèvement et l'élimination du bâtiment. L'entrepreneur doit fournir une copie des reçus pour les coûts d'élimination du bâtiment à Transports Canada (bordereaux des pesées/frais de décharge, etc.) en tant que documentation du processus d'élimination.

TRANSPORTS CANADA – ÉNONCÉ DES TRAVAUX #2

Bâtiment naufragé / épave – PATRICIA LENORA #0328711



Le Patricia Lenora, à Kennebecasis River, NB (décembre 2019)

1.0 Exigence : Enlèvement et disposition du bâtiment

Fournir les services nécessaires (y compris la main-d'œuvre, les matériaux et l'équipement) pour enlever le bâtiment *Patricia Lenora*, et en disposer. Les travaux engloberont l'enlèvement complet du bâtiment et son élimination en milieu terrestre de manière sécuritaire. Toute perturbation causée au site (trous, dépressions, rainures et/ou ornières) par l'enlèvement du bâtiment ou par l'équipement utilisé pour effectuer les travaux doit être atténuée de manière à rétablir le site dans un état aussi proche que possible que celui du milieu environnant, et cela le plus rapidement possible. Les travaux doivent être effectués conformément aux lois et aux règlements applicables relatifs à la sécurité de la main-d'œuvre/au travail et à l'environnement.

Voici les lois et les règlements pouvant s'appliquer, entre autres :

À l'échelle fédérale

[Loi canadienne sur la protection de l'environnement](#)

[Loi sur les pêches](#)

[Code canadien du travail](#)

Nouvelle-Écosse

[Nova Scotia Occupational Health and Safety Act](#)

[Nova Scotia Environment Act](#)

Nouveau-Brunswick

[Loi sur l'assainissement de l'environnement](#)

[Loi sur l'hygiène et la sécurité au travail](#)

Terre-Neuve-et-Labrador

[Environmental Protection Act](#)

[Occupational Health and Safety Act](#)

Île-du-Prince-Édouard

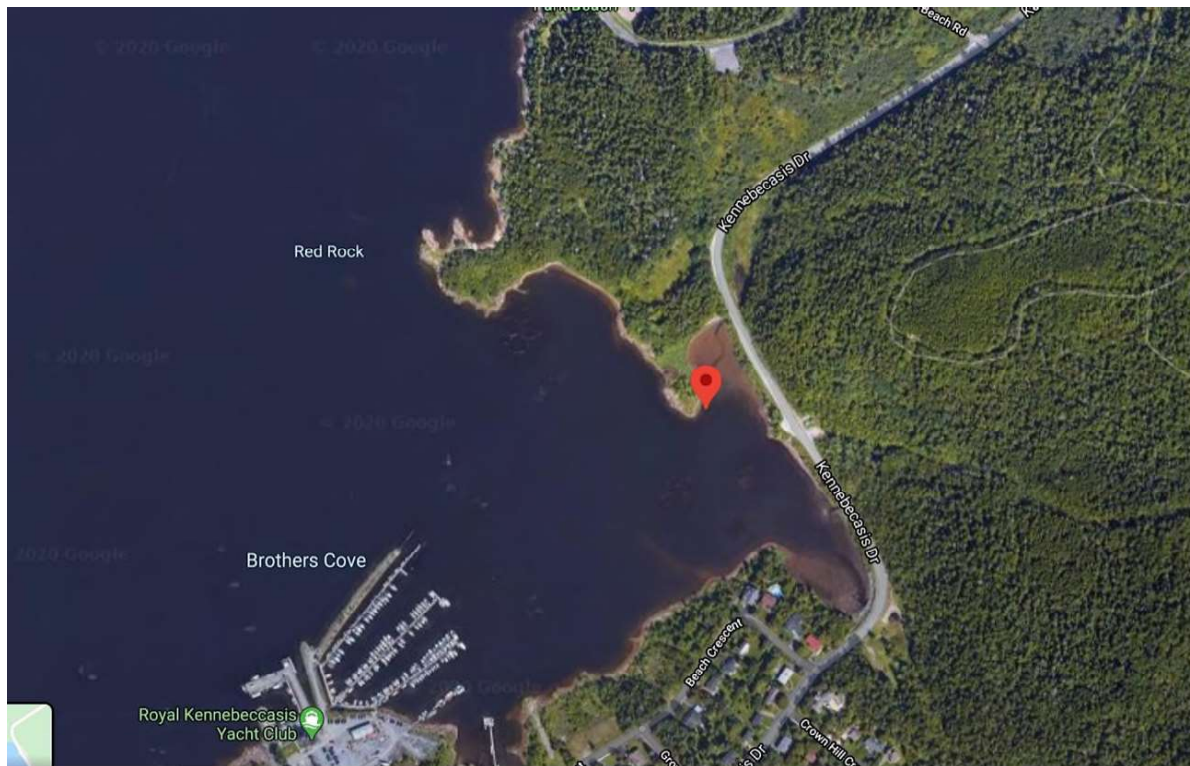
[Environmental Protection Act](#)

[Occupational Health and Safety Act](#)

Il convient de noter que même s'il a été déterminé que le bâtiment représente un risque de pollution ou un danger minimal/faible ou négligeable, les entrepreneurs doivent prévoir un bon dispositif de confinement (estacades et/ou produits absorbants) en cas de déversements d'hydrocarbures, qui pourraient survenir durant les travaux d'enlèvement. Il incombe aux entrepreneurs de contenir et d'éliminer les déversements et les rejets, et Transports Canada doit être avisé immédiatement et dans un délai maximal de 24 heures en cas de déversement ou de rejet.

2.0 Emplacement

Le bâtiment est actuellement partiellement submergé dans approximativement 1 mètre d'eau sur la Kennebecasis River, Millidgeville, Nouveau-Brunswick, at 45° 18' 25.39" N, 066° 05' 51.49" W.



Le point rouge indique l'emplacement du Patricia Lenora à Kennebecasis River, Millidgeville, Nouveau-Brunswick

3.0 Caractéristiques du bâtiment

Longueur : 12m **Largeur** : 4.3 **Jauge brute** : 13.06 **Matériaux** : bois

4.0 Résumé des mesures requises

1. Fournir un calendrier détaillé de l'ensemble des travaux d'enlèvement aux fins d'examen et d'approbation par un représentant du Ministère.
2. Inspecter le site et vérifier auprès du représentant du Ministère les articles devant être conservés.
3. Retirer le bâtiment du lit de la voie navigable de la manière dont l'entrepreneur le juge approprié de le faire, en s'assurant d'effectuer tous les travaux conformément à l'ensemble des règlements et des exigences applicables, y compris l'enlèvement, la protection du site, la protection des personnes et l'élimination.
4. L'entrepreneur doit prendre toutes les mesures possibles pour assurer la sécurité du public dans le cadre des travaux prévus dans le contrat, y compris, mais sans s'y limiter ce qui suit : fournir et installer les barrières ou prendre les mesures de contrôle du trafic maritime requises, prendre soin de ne pas endommager les clôtures, les arbres, l'aménagement paysager, les caractéristiques naturelles, les points de repère, les installations existantes, la chaussée existante, les lignes de service, les accessoires du site, etc., qui doivent demeurer en place.
5. Ne pas endommager les systèmes racinaires des arbres, plantes et arbustes existants qui doivent demeurer en place, en empilant le surplus de terre ou des débris excédentaires sur eux ou en les coupant lors du dégagement du secteur.

6. Si l'on fait appel à des plongeurs, les opérations de plongée doivent être effectuées dans le respect des exigences du *Code canadien du travail*.
7. Démanteler le bâtiment et en disposer dans un lieu d'élimination terrestre approuvé par la province.
8. Corriger toute perturbation causée au site (trous, dépressions, rainures et/ou ornières) par l'enlèvement du bâtiment ou par l'équipement utilisé pour effectuer les travaux de manière à rétablir le site dans un état aussi proche que possible que celui du milieu environnant, et cela le plus rapidement possible.

5.0 Calendrier du projet

Les travaux effectués pour enlever le bâtiment et en disposer doivent être terminés d'ici le 31 mars 2021.

6.0 Exigences en matière de production de rapports :

L'entrepreneur doit communiquer avec le Bureau national de la protection de la navigation sept jours avant le début des travaux d'enlèvement et dans un délai de deux jours suivant l'enlèvement et l'élimination du bâtiment. L'entrepreneur doit fournir une copie des reçus pour les coûts d'élimination du bâtiment à Transports Canada (bordereaux des pesées/frais de décharge, etc.) en tant que documentation du processus d'élimination.

TRANSPORTS CANADA – ÉNONCÉ DES TRAVAUX #3

Trois épaves – Frye Island, NB



Trois épaves échoué, Frye Island, NB (Juin 2020)

1.0 Exigence : Enlèvement et disposition du bâtiment

Fournir les services nécessaires (y compris la main-d'œuvre, les matériaux et l'équipement) pour enlever trois épaves, et en disposer. Les travaux engloberont l'enlèvement complet des bâtiments et son élimination en milieu terrestre de manière sécuritaire. Toute perturbation causée au site (trous, dépressions, rainures et/ou ornières) par l'enlèvement du bâtiment ou par l'équipement utilisé pour effectuer les travaux doit être atténuée de manière à rétablir le site dans un état aussi proche que possible que celui du milieu environnant, et cela le plus rapidement possible. Les travaux doivent être effectués conformément aux lois et aux règlements applicables relatifs à la sécurité de la main-d'œuvre/au travail et à l'environnement.

Voici les lois et les règlements pouvant s'appliquer, entre autres :

À l'échelle fédérale

[Loi canadienne sur la protection de l'environnement](#)

[Loi sur les pêches](#)

[Code canadien du travail](#)

Nouvelle-Écosse

[Nova Scotia Occupational Health and Safety Act](#)

[Nova Scotia Environment Act](#)

Nouveau-Brunswick

[Loi sur l'assainissement de l'environnement](#)

[Loi sur l'hygiène et la sécurité au travail](#)

Terre-Neuve-et-Labrador

[Environmental Protection Act](#)

[Occupational Health and Safety Act](#)

Île-du-Prince-Édouard

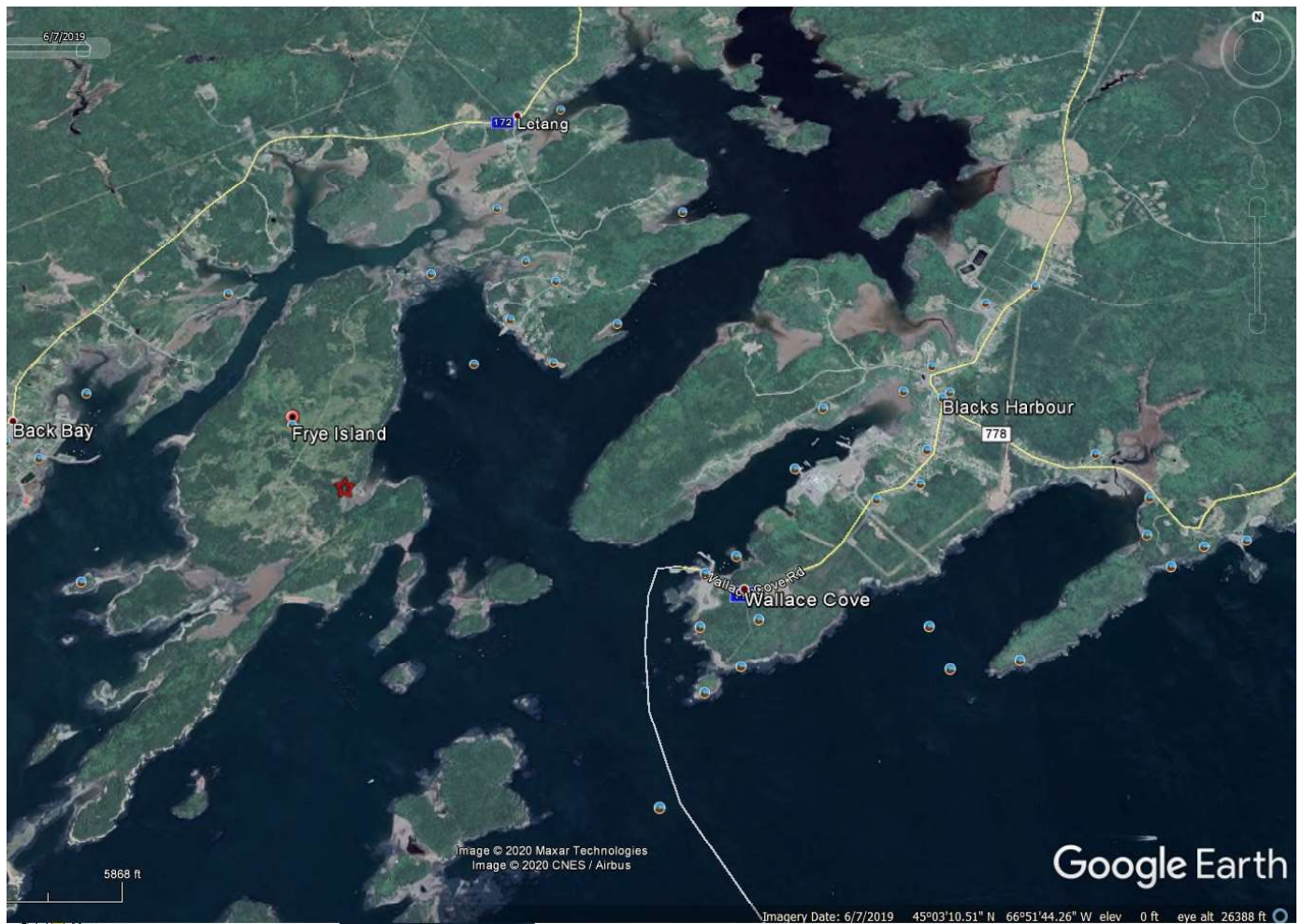
[Environmental Protection Act](#)

[Occupational Health and Safety Act](#)

Il convient de noter que même s'il a été déterminé que le bâtiment représente un risque de pollution ou un danger minimal/faible ou négligeable, les entrepreneurs doivent prévoir un bon dispositif de confinement (estacades et/ou produits absorbants) en cas de déversements d'hydrocarbures, qui pourraient survenir durant les travaux d'enlèvement. Il incombe aux entrepreneurs de contenir et d'éliminer les déversements et les rejets, et Transports Canada doit être avisé immédiatement et dans un délai maximal de 24 heures en cas de déversement ou de rejet.

2.0 Emplacement

Les trois épaves sont actuellement coulé ou partiellement coulé sur Frye Island, au Nouveau-Brunswick, 45°3'6.30"N x 66°50'20.47"O. Les bâtiments reposent tels quels près d'une plage de sable et de gravier. Des dommages sévères aux coques peuvent être observés et les niveaux de détériorations sont élevés.



L'étoile rouge indique l'emplacement des trois épaves

3.0 Caractéristiques du bâtiment

Longueur : 7.5m **Largeur :** Inconnue **Jauge brute :** Inconnue **Matériaux :** Fibre de verre
Longueur : 12.1m **Largeur :** Inconnue **Jauge brute :** Inconnue **Matériaux :** bois
Longueur : 15.1m **Largeur :** Inconnue **Jauge brute :** Inconnue **Matériaux :** bois

4.0 Résumé des mesures requises

1. Fournir un calendrier détaillé de l'ensemble des travaux d'enlèvement aux fins d'examen et d'approbation par un représentant du Ministère.
2. Inspecter le site et vérifier auprès du représentant du Ministère les articles devant être conservés.

3. Retirer le bâtiment du lit de la voie navigable de la manière dont l'entrepreneur le juge approprié de le faire, en s'assurant d'effectuer tous les travaux conformément à l'ensemble des règlements et des exigences applicables, y compris l'enlèvement, la protection du site, la protection des personnes et l'élimination.
4. L'entrepreneur doit prendre toutes les mesures possibles pour assurer la sécurité du public dans le cadre des travaux prévus dans le contrat, y compris, mais sans s'y limiter ce qui suit : fournir et installer les barrières ou prendre les mesures de contrôle du trafic maritime requises, prendre soin de ne pas endommager les clôtures, les arbres, l'aménagement paysager, les caractéristiques naturelles, les points de repère, les installations existantes, la chaussée existante, les lignes de service, les accessoires du site, etc., qui doivent demeurer en place.
5. Ne pas endommager les systèmes racinaires des arbres, plantes et arbustes existants qui doivent demeurer en place, en empilant le surplus de terre ou des débris excédentaires sur eux ou en les coupant lors du dégagement du secteur.
6. Si l'on fait appel à des plongeurs, les opérations de plongée doivent être effectuées dans le respect des exigences du *Code canadien du travail*.
7. Démanteler le bâtiment et en disposer dans un lieu d'élimination terrestre approuvé par la province.
8. Corriger toute perturbation causée au site (trous, dépressions, rainures et/ou ornières) par l'enlèvement du bâtiment ou par l'équipement utilisé pour effectuer les travaux de manière à rétablir le site dans un état aussi proche que possible que celui du milieu environnant, et cela le plus rapidement possible.

5.0 Calendrier du projet

Les travaux effectués pour enlever le bâtiment et en disposer doivent être terminés d'ici le 31 mars 2021.

6.0 Exigences en matière de production de rapports :

L'entrepreneur doit communiquer avec le Bureau national de la protection de la navigation sept jours avant le début des travaux d'enlèvement et dans un délai de deux jours suivant l'enlèvement et l'élimination du bâtiment. L'entrepreneur doit fournir une copie des reçus pour les coûts d'élimination du bâtiment à Transports Canada (bordereaux des pesées/frais de décharge, etc.) en tant que documentation du processus d'élimination.

TRANSPORTS CANADA – ÉNONCÉ DES TRAVAUX #4
Bâtiment naufragé / épave – Arnold's Cove Terre Neuve (bleu)



Bâtiment inconnu à Arnold's Cove Terre Neuve (février 2019)

1.0 Exigence : Enlèvement et disposition du bâtiment

Fournir les services nécessaires (y compris la main-d'œuvre, les matériaux et l'équipement) pour enlever le bâtiment *inconnu à Arnold's Cove* Terre Neuve, et en disposer. Les travaux engloberont l'enlèvement complet du bâtiment et son élimination en milieu terrestre de manière sécuritaire. Toute perturbation causée au site (trous, dépressions, rainures et/ou ornières) par l'enlèvement du bâtiment ou par l'équipement utilisé pour effectuer les travaux doit être atténuée de manière à rétablir le site dans un état aussi proche que possible que celui du milieu environnant, et cela le plus rapidement possible. Les travaux doivent être effectués conformément aux lois et aux règlements applicables relatifs à la sécurité de la main-d'œuvre/au travail et à l'environnement.

Voici les lois et les règlements pouvant s'appliquer, entre autres :

À l'échelle fédérale

[Loi canadienne sur la protection de l'environnement](#)

[Loi sur les pêches](#)

[Code canadien du travail](#)

Nouvelle-Écosse

[Nova Scotia Occupational Health and Safety Act](#)

[Nova Scotia Environment Act](#)

Nouveau-Brunswick

[Loi sur l'assainissement de l'environnement](#)

[Loi sur l'hygiène et la sécurité au travail](#)

Terre-Neuve-et-Labrador

[Environmental Protection Act](#)

[Occupational Health and Safety Act](#)

Île-du-Prince-Édouard

[Environmental Protection Act](#)

[Occupational Health and Safety Act](#)

Il convient de noter que même s'il a été déterminé que le bâtiment représente un risque de pollution ou un danger minimal/faible ou négligeable, les entrepreneurs doivent prévoir un bon dispositif de confinement (estacades et/ou produits absorbants) en cas de déversements d'hydrocarbures, qui pourraient survenir durant les travaux d'enlèvement. Il incombe aux entrepreneurs de contenir et d'éliminer les déversements et les rejets, et Transports Canada doit être avisé immédiatement et dans un délai maximal de 24 heures en cas de déversement ou de rejet.

2.0 Emplacement

Le bâtiment est actuellement échoué à Arnold's Cove, Terre Neuve à 47° 45' 53.49" N, 053° 58' 48.09" O.



Le point rouge indique l'emplacement du bateau inconnu à Arnold's Cove Terre Neuve.

3.0 Caractéristiques du bâtiment

Longueur : 6.0m **Largeur** : Inconnue **Jauge brute** : Inconnue **Matériaux** : bois

4.0 Résumé des mesures requises

1. Fournir un calendrier détaillé de l'ensemble des travaux d'enlèvement aux fins d'examen et d'approbation par un représentant du Ministère.
2. Inspecter le site et vérifier auprès du représentant du Ministère les articles devant être conservés.
3. Retirer le bâtiment du lit de la voie navigable de la manière dont l'entrepreneur le juge approprié de le faire, en s'assurant d'effectuer tous les travaux conformément à l'ensemble des règlements et des exigences applicables, y compris l'enlèvement, la protection du site, la protection des personnes et l'élimination.
4. L'entrepreneur doit prendre toutes les mesures possibles pour assurer la sécurité du public dans le cadre des travaux prévus dans le contrat, y compris, mais sans s'y limiter ce qui suit : fournir et installer les barrières ou prendre les mesures de contrôle du trafic maritime requises, prendre soin de ne pas endommager les clôtures, les arbres, l'aménagement paysager, les caractéristiques naturelles, les points de repère, les installations existantes, la chaussée existante, les lignes de service, les accessoires du site, etc., qui doivent demeurer en place.
5. Ne pas endommager les systèmes racinaires des arbres, plantes et arbustes existants qui doivent demeurer en place, en empilant le surplus de terre ou des débris excédentaires sur eux ou en les coupant lors du dégagement du secteur.

6. Si l'on fait appel à des plongeurs, les opérations de plongée doivent être effectuées dans le respect des exigences du *Code canadien du travail*.
7. Démanteler le bâtiment et en disposer dans un lieu d'élimination terrestre approuvé par la province.
8. Corriger toute perturbation causée au site (trous, dépressions, rainures et/ou ornières) par l'enlèvement du bâtiment ou par l'équipement utilisé pour effectuer les travaux de manière à rétablir le site dans un état aussi proche que possible que celui du milieu environnant, et cela le plus rapidement possible.

5.0 Calendrier du projet

Les travaux effectués pour enlever le bâtiment et en disposer doivent être terminés d'ici le 31 mars 2021.

6.0 Exigences en matière de production de rapports :

L'entrepreneur doit communiquer avec le Bureau national de la protection de la navigation sept jours avant le début des travaux d'enlèvement et dans un délai de deux jours suivant l'enlèvement et l'élimination du bâtiment. L'entrepreneur doit fournir une copie des reçus pour les coûts d'élimination du bâtiment à Transports Canada (bordereaux des pesées/frais de décharge, etc.) en tant que documentation du processus d'élimination.

TRANSPORTS CANADA – ÉNONCÉ DES TRAVAUX #5

Bâtiment naufragé / épave – Arnold's Cove Terre Neuve (gris)



Bâtiment inconnu à Arnold's Cove Terre Neuve (février 2019)

1.0 Exigence : Enlèvement et disposition du bâtiment

Fournir les services nécessaires (y compris la main-d'œuvre, les matériaux et l'équipement) pour enlever le bâtiment *inconnu* à *Arnold's Cove* Terre Neuve, et en disposer. Les travaux engloberont l'enlèvement complet du bâtiment et son élimination en milieu terrestre de manière sécuritaire. Toute perturbation causée au site (trous, dépressions, rainures et/ou ornières) par l'enlèvement du bâtiment ou par l'équipement utilisé pour effectuer les travaux doit être atténuée de manière à rétablir le site dans un état aussi proche que possible que celui du milieu environnant, et cela le plus rapidement possible. Les travaux doivent être effectués conformément aux lois et aux règlements applicables relatifs à la sécurité de la main-d'œuvre/au travail et à l'environnement.

Voici les lois et les règlements pouvant s'appliquer, entre autres :

À l'échelle fédérale

[Loi canadienne sur la protection de l'environnement](#)

[Loi sur les pêches](#)

[Code canadien du travail](#)

Nouvelle-Écosse

[Nova Scotia Occupational Health and Safety Act](#)

[Nova Scotia Environment Act](#)

Nouveau-Brunswick

[Loi sur l'assainissement de l'environnement](#)

[Loi sur l'hygiène et la sécurité au travail](#)

Terre-Neuve-et-Labrador

[Environmental Protection Act](#)

[Occupational Health and Safety Act](#)

Île-du-Prince-Édouard

[Environmental Protection Act](#)

[Occupational Health and Safety Act](#)

Il convient de noter que même s'il a été déterminé que le bâtiment représente un risque de pollution ou un danger minimal/faible ou négligeable, les entrepreneurs doivent prévoir un bon dispositif de confinement (estacades et/ou produits absorbants) en cas de déversements d'hydrocarbures, qui pourraient survenir durant les travaux d'enlèvement. Il incombe aux entrepreneurs de contenir et d'éliminer les déversements et les rejets, et Transports Canada doit être avisé immédiatement et dans un délai maximal de 24 heures en cas de déversement ou de rejet.

2.0 Emplacement

Le bâtiment est actuellement échoué à *Arnold's Cove*, Terre Neuve à 47° 46' 2.91" N, 053° 58' 51.18" O.



Le point rouge indique l'emplacement du bateau inconnu à Arnold's Cove Terre Neuve.

3.0 Caractéristiques du bâtiment

Longueur : 6.0m **Largeur** : Inconnue **Jauge brute** : Inconnue **Matériaux** : bois

4.0 Résumé des mesures requises

1. Fournir un calendrier détaillé de l'ensemble des travaux d'enlèvement aux fins d'examen et d'approbation par un représentant du Ministère.
2. Inspecter le site et vérifier auprès du représentant du Ministère les articles devant être conservés.
3. Retirer le bâtiment du lit de la voie navigable de la manière dont l'entrepreneur le juge approprié de le faire, en s'assurant d'effectuer tous les travaux conformément à l'ensemble des règlements et des exigences applicables, y compris l'enlèvement, la protection du site, la protection des personnes et l'élimination.
4. L'entrepreneur doit prendre toutes les mesures possibles pour assurer la sécurité du public dans le cadre des travaux prévus dans le contrat, y compris, mais sans s'y limiter ce qui suit : fournir et installer les barrières ou prendre les mesures de contrôle du trafic maritime requises, prendre soin de ne pas endommager les clôtures, les arbres, l'aménagement paysager, les caractéristiques naturelles, les points de repère, les installations existantes, la chaussée existante, les lignes de service, les accessoires du site, etc., qui doivent demeurer en place.
5. Ne pas endommager les systèmes racinaires des arbres, plantes et arbustes existants qui doivent demeurer en place, en empilant le surplus de terre ou des débris excédentaires sur eux ou en les coupant lors du dégagement du secteur.
6. Si l'on fait appel à des plongeurs, les opérations de plongée doivent être effectuées dans le respect des exigences du *Code canadien du travail*.

7. Démanteler le bâtiment et en disposer dans un lieu d'élimination terrestre approuvé par la province.
8. Corriger toute perturbation causée au site (trous, dépressions, rainures et/ou ornières) par l'enlèvement du bâtiment ou par l'équipement utilisé pour effectuer les travaux de manière à rétablir le site dans un état aussi proche que possible que celui du milieu environnant, et cela le plus rapidement possible.

5.0 Calendrier du projet

Les travaux effectués pour enlever le bâtiment et en disposer doivent être terminés d'ici le 31 mars 2021.

6.0 Exigences en matière de production de rapports :

L'entrepreneur doit communiquer avec le Bureau national de la protection de la navigation sept jours avant le début des travaux d'enlèvement et dans un délai de deux jours suivant l'enlèvement et l'élimination du bâtiment. L'entrepreneur doit fournir une copie des reçus pour les coûts d'élimination du bâtiment à Transports Canada (bordereaux des pesées/frais de décharge, etc.) en tant que documentation du processus d'élimination.

TRANSPORTS CANADA – ÉNONCÉ DES TRAVAUX #6

Bâtiments naufragés / épaves – Deux bateaux inconnus, Fleur de Lys



Le deux bateaux inconnus à Fleur de Lys. Veuillez noter que l'autre bateau est proche mais n'est pas visible et est coulé. Terre Neuve (juin 2019)

1.0 Exigence : Enlèvement et disposition du bâtiment

Fournir les services nécessaires (y compris la main-d'œuvre, les matériaux et l'équipement) pour enlever les *deux bateaux inconnus* à *Fleur de Lys*, Terre Neuve, et en disposer. Les travaux engloberont l'enlèvement complet des bâtiments et son élimination en milieu terrestre de manière sécuritaire. Toute perturbation causée au site (trous, dépressions, rainures et/ou ornières) par l'enlèvement du bâtiment ou par l'équipement utilisé pour effectuer les travaux doit être atténuée de manière à rétablir le site dans un état aussi proche que possible que celui du milieu environnant, et cela le plus rapidement possible. Les travaux doivent être effectués conformément aux lois et aux règlements applicables relatifs à la sécurité de la main-d'œuvre/au travail et à l'environnement.

Voici les lois et les règlements pouvant s'appliquer, entre autres :

À l'échelle fédérale

[Loi canadienne sur la protection de l'environnement](#)

[Loi sur les pêches](#)

[Code canadien du travail](#)

Nouvelle-Écosse

[Nova Scotia Occupational Health and Safety Act](#)

[Nova Scotia Environment Act](#)

Nouveau-Brunswick

[Loi sur l'assainissement de l'environnement](#)

[Loi sur l'hygiène et la sécurité au travail](#)

Terre-Neuve-et-Labrador

[Environmental Protection Act](#)

[Occupational Health and Safety Act](#)

Île-du-Prince-Édouard

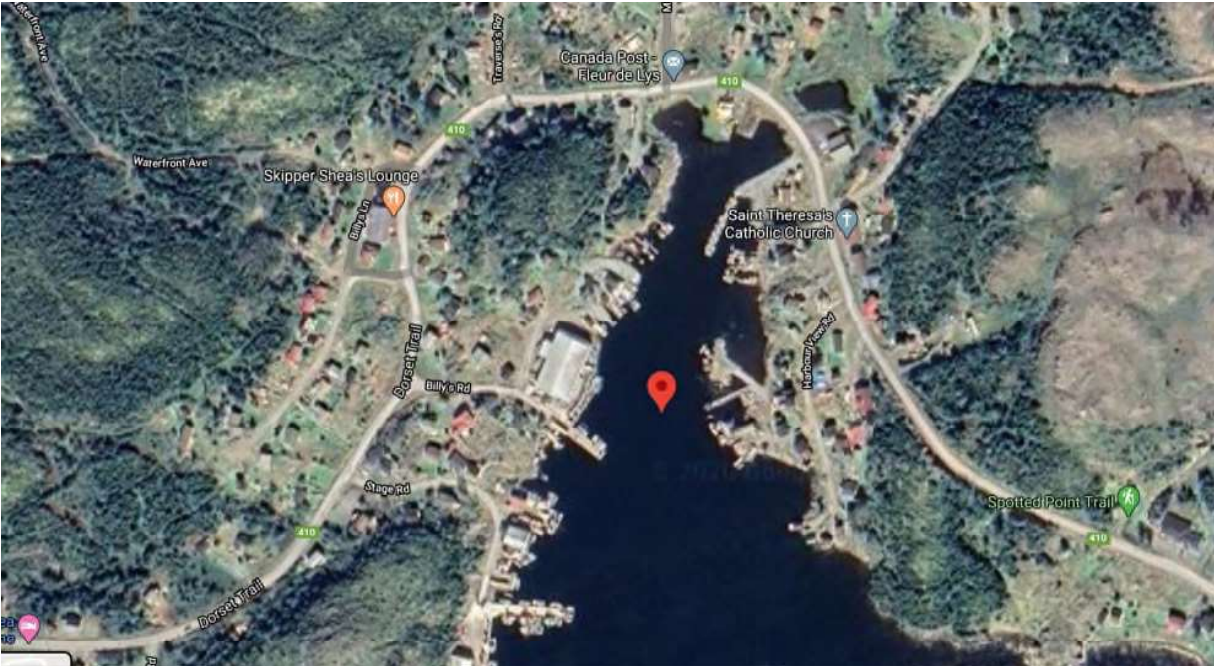
[Environmental Protection Act](#)

[Occupational Health and Safety Act](#)

Il convient de noter que même s'il a été déterminé que le bâtiment représente un risque de pollution ou un danger minimal/faible ou négligeable, les entrepreneurs doivent prévoir un bon dispositif de confinement (estacades et/ou produits absorbants) en cas de déversements d'hydrocarbures, qui pourraient survenir durant les travaux d'enlèvement. Il incombe aux entrepreneurs de contenir et d'éliminer les déversements et les rejets, et Transports Canada doit être avisé immédiatement et dans un délai maximal de 24 heures en cas de déversement ou de rejet.

2.0 Emplacement

Les bâtiments sont actuellement échoués dans environs 4.5m de profondeur à *Fleur de Lys*, Terre Neuve à 50° 7' 12.20" N, 056° 7' 54.10" O. Le premier bateau est visible à la marée basse, sortant de l'eau et le deuxième bateau est dessous la ligne de flottaison près du premier.



Le point rouge indique l'emplacement des deux bateaux inconnus à Fleur de Lys, Terre Neuve

3.0 Caractéristiques du bâtiment

Longueur : 10m **Largeur :** Inconnue **Jauge brute :** Inconnue **Matériaux :** bois
Longueur : Inconnue **Largeur :** Inconnue **Jauge brute :** Inconnue **Matériaux :** Inconnue

4.0 Résumé des mesures requises

1. Fournir un calendrier détaillé de l'ensemble des travaux d'enlèvement aux fins d'examen et d'approbation par un représentant du Ministère.
2. Inspecter le site et vérifier auprès du représentant du Ministère les articles devant être conservés.
3. Retirer le bâtiment du lit de la voie navigable de la manière dont l'entrepreneur le juge approprié de le faire, en s'assurant d'effectuer tous les travaux conformément à l'ensemble des règlements et des exigences applicables, y compris l'enlèvement, la protection du site, la protection des personnes et l'élimination.
4. L'entrepreneur doit prendre toutes les mesures possibles pour assurer la sécurité du public dans le cadre des travaux prévus dans le contrat, y compris, mais sans s'y limiter ce qui suit : fournir et installer les barrières ou prendre les mesures de contrôle du trafic maritime requises, prendre soin de ne pas endommager les clôtures, les arbres, l'aménagement paysager, les caractéristiques naturelles, les points de repère, les installations existantes, la chaussée existante, les lignes de service, les accessoires du site, etc., qui doivent demeurer en place.
5. Ne pas endommager les systèmes racinaires des arbres, plantes et arbustes existants qui doivent demeurer en place, en empilant le surplus de terre ou des débris excédentaires sur eux ou en les coupant lors du dégagement du secteur.

6. Si l'on fait appel à des plongeurs, les opérations de plongée doivent être effectuées dans le respect des exigences du *Code canadien du travail*.
7. Démanteler le bâtiment et en disposer dans un lieu d'élimination terrestre approuvé par la province.
8. Corriger toute perturbation causée au site (trous, dépressions, rainures et/ou ornières) par l'enlèvement du bâtiment ou par l'équipement utilisé pour effectuer les travaux de manière à rétablir le site dans un état aussi proche que possible que celui du milieu environnant, et cela le plus rapidement possible.

5.0 Calendrier du projet

Les travaux effectués pour enlever le bâtiment et en disposer doivent être terminés d'ici le 31 mars 2021.

6.0 Exigences en matière de production de rapports :

L'entrepreneur doit communiquer avec le Bureau national de la protection de la navigation sept jours avant le début des travaux d'enlèvement et dans un délai de deux jours suivant l'enlèvement et l'élimination du bâtiment. L'entrepreneur doit fournir une copie des reçus pour les coûts d'élimination du bâtiment à Transports Canada (bordereaux des pesées/frais de décharge, etc.) en tant que documentation du processus d'élimination.

TRANSPORTS CANADA – ÉNONCÉ DES TRAVAUX #7
Bâtiment naufragé / épave – Mary Ruth



Le Mary Ruth à Southport Harbour, Terre Neuve (mars 2019)

1.0 Exigence : Enlèvement et disposition du bâtiment

Fournir les services nécessaires (y compris la main-d'œuvre, les matériaux et l'équipement) pour enlever le bâtiment *Mary Ruth*, et en disposer. Les travaux engloberont l'enlèvement complet du bâtiment et son élimination en milieu terrestre de manière sécuritaire. Toute perturbation causée au site (trous, dépressions, rainures et/ou ornières) par l'enlèvement du bâtiment ou par l'équipement utilisé pour effectuer les travaux doit être atténuée de manière à rétablir le site dans un état aussi proche que possible que celui du milieu environnant, et cela le plus rapidement possible. Les travaux doivent être effectués conformément aux lois et aux règlements applicables relatifs à la sécurité de la main-d'œuvre/au travail et à l'environnement.

Voici les lois et les règlements pouvant s'appliquer, entre autres :

À l'échelle fédérale

[Loi canadienne sur la protection de l'environnement](#)

[Loi sur les pêches](#)

[Code canadien du travail](#)

Nouvelle-Écosse

[Nova Scotia Occupational Health and Safety Act](#)

[Nova Scotia Environment Act](#)

Nouveau-Brunswick

[Loi sur l'assainissement de l'environnement](#)

[Loi sur l'hygiène et la sécurité au travail](#)

Terre-Neuve-et-Labrador

[Environmental Protection Act](#)

[Occupational Health and Safety Act](#)

Île-du-Prince-Édouard

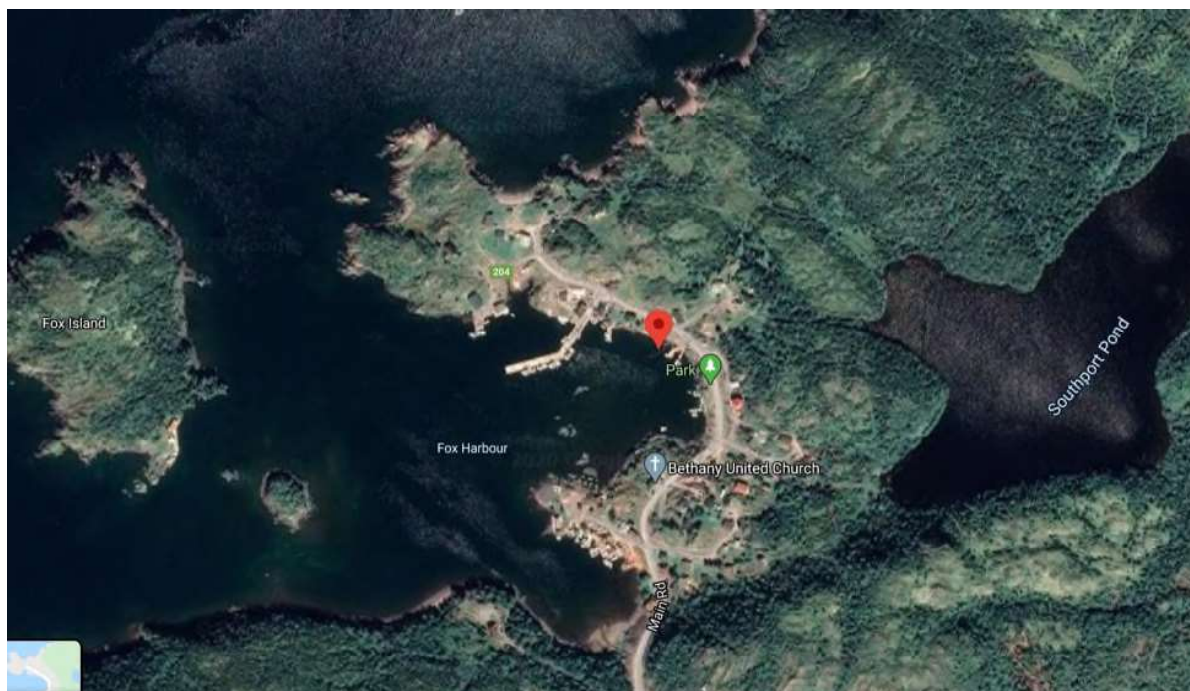
[Environmental Protection Act](#)

[Occupational Health and Safety Act](#)

Il convient de noter que même s'il a été déterminé que le bâtiment représente un risque de pollution ou un danger minimal/faible ou négligeable, les entrepreneurs doivent prévoir un bon dispositif de confinement (estacades et/ou produits absorbants) en cas de déversements d'hydrocarbures, qui pourraient survenir durant les travaux d'enlèvement. Il incombe aux entrepreneurs de contenir et d'éliminer les déversements et les rejets, et Transports Canada doit être avisé immédiatement et dans un délai maximal de 24 heures en cas de déversement ou de rejet.

2.0 Emplacement

Le bâtiment est actuellement échoué à Southport Harbour, Terre Neuve à 48° 2' 40.69" N, 053° 38' 31.07" O. Des dommages sévères à la coque peuvent être observés et le niveau de détérioration est élevé.



L'étoile rouge indique l'emplacement du Mary Ruth à Southport Harbour, Terre Neuve

3.0 Caractéristiques du bâtiment

Longueur : 21.3m **Largeur** : Inconnue **Jauge brute** : Inconnue **Matériaux** : bois

4.0 Résumé des mesures requises

1. Fournir un calendrier détaillé de l'ensemble des travaux d'enlèvement aux fins d'examen et d'approbation par un représentant du Ministère.
2. Inspecter le site et vérifier auprès du représentant du Ministère les articles devant être conservés.
3. Retirer le bâtiment du lit de la voie navigable de la manière dont l'entrepreneur le juge approprié de le faire, en s'assurant d'effectuer tous les travaux conformément à l'ensemble des règlements et des exigences applicables, y compris l'enlèvement, la protection du site, la protection des personnes et l'élimination.
4. L'entrepreneur doit prendre toutes les mesures possibles pour assurer la sécurité du public dans le cadre des travaux prévus dans le contrat, y compris, mais sans s'y limiter ce qui suit : fournir et installer les barrières ou prendre les mesures de contrôle du trafic maritime requises, prendre soin de ne pas endommager les clôtures, les arbres, l'aménagement paysager, les caractéristiques naturelles, les points de repère, les installations existantes, la chaussée existante, les lignes de service, les accessoires du site, etc., qui doivent demeurer en place.
5. Ne pas endommager les systèmes racinaires des arbres, plantes et arbustes existants qui doivent demeurer en place, en empilant le surplus de terre ou des débris excédentaires sur eux ou en les coupant lors du dégagement du secteur.
6. Si l'on fait appel à des plongeurs, les opérations de plongée doivent être effectuées dans le respect des exigences du *Code canadien du travail*.

7. Démanteler le bâtiment et en disposer dans un lieu d'élimination terrestre approuvé par la province.
8. Corriger toute perturbation causée au site (trous, dépressions, rainures et/ou ornières) par l'enlèvement du bâtiment ou par l'équipement utilisé pour effectuer les travaux de manière à rétablir le site dans un état aussi proche que possible que celui du milieu environnant, et cela le plus rapidement possible.

5.0 Calendrier du projet

Les travaux effectués pour enlever le bâtiment et en disposer doivent être terminés d'ici le 31 mars 2021.

6.0 Exigences en matière de production de rapports :

L'entrepreneur doit communiquer avec le Bureau national de la protection de la navigation sept jours avant le début des travaux d'enlèvement et dans un délai de deux jours suivant l'enlèvement et l'élimination du bâtiment. L'entrepreneur doit fournir une copie des reçus pour les coûts d'élimination du bâtiment à Transports Canada (bordereaux des pesées/frais de décharge, etc.) en tant que documentation du processus d'élimination.

TRANSPORTS CANADA – ÉNONCÉ DES TRAVAUX #8
Bâtiment naufragé / épave – Braithwaite Bailey #329308



Le Braithwaite Bailey à Swift Current, Terre Neuve (mars 2019)

1.0 Exigence : Enlèvement et disposition du bâtiment

Fournir les services nécessaires (y compris la main-d'œuvre, les matériaux et l'équipement) pour enlever le bâtiment *Braithwaite Bailey*, et en disposer. Les travaux engloberont l'enlèvement complet du bâtiment et son élimination en milieu terrestre de manière sécuritaire. Toute perturbation causée au site (trous, dépressions, rainures et/ou ornières) par l'enlèvement du bâtiment ou par l'équipement utilisé pour effectuer les travaux doit être atténuée de manière à rétablir le site dans un état aussi proche que possible que celui du milieu environnant, et cela le plus rapidement possible. Les travaux doivent être effectués conformément aux lois et aux règlements applicables relatifs à la sécurité de la main-d'œuvre/au travail et à l'environnement.

Voici les lois et les règlements pouvant s'appliquer, entre autres :

À l'échelle fédérale

[Loi canadienne sur la protection de l'environnement](#)

[Loi sur les pêches](#)

[Code canadien du travail](#)

Nouvelle-Écosse

[Nova Scotia Occupational Health and Safety Act](#)

[Nova Scotia Environment Act](#)

Nouveau-Brunswick

[Loi sur l'assainissement de l'environnement](#)

[Loi sur l'hygiène et la sécurité au travail](#)

Terre-Neuve-et-Labrador

[Environmental Protection Act](#)

[Occupational Health and Safety Act](#)

Île-du-Prince-Édouard

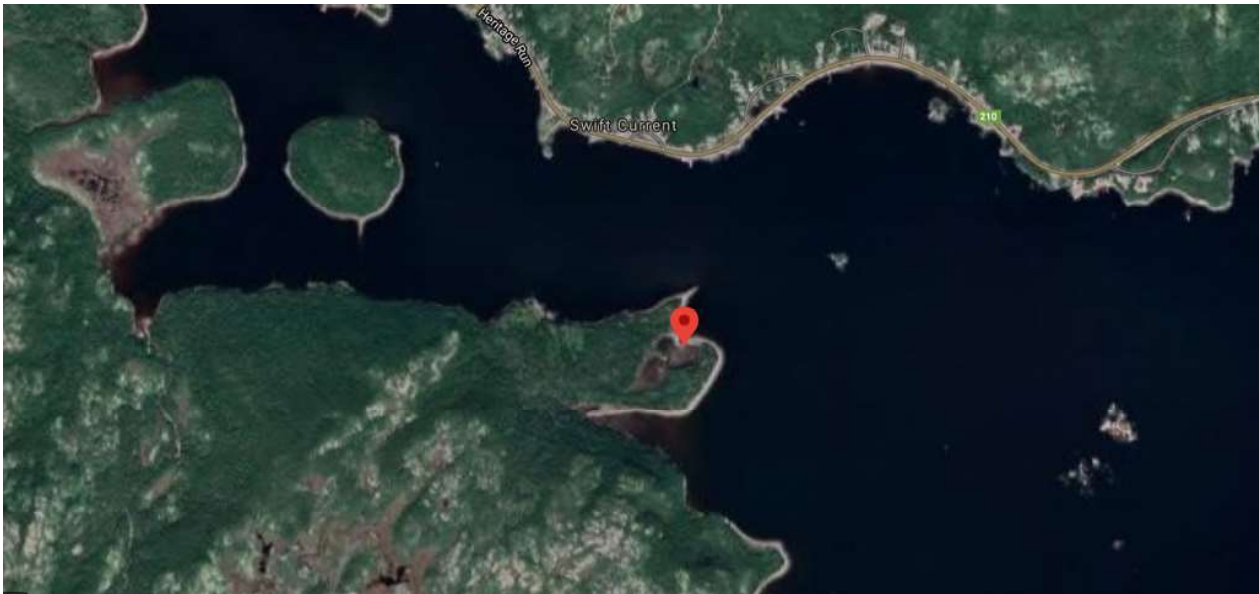
[Environmental Protection Act](#)

[Occupational Health and Safety Act](#)

Il convient de noter que même s'il a été déterminé que le bâtiment représente un risque de pollution ou un danger minimal/faible ou négligeable, les entrepreneurs doivent prévoir un bon dispositif de confinement (estacades et/ou produits absorbants) en cas de déversements d'hydrocarbures, qui pourraient survenir durant les travaux d'enlèvement. Il incombe aux entrepreneurs de contenir et d'éliminer les déversements et les rejets, et Transports Canada doit être avisé immédiatement et dans un délai maximal de 24 heures en cas de déversement ou de rejet.

2.0 Emplacement

Le bâtiment est actuellement échoué à Swift Current, Terre Neuve 47° 52' 24.70" N, 054° 12' 4.70" O.



Le point rouge indique l'emplacement du *Braithwaite Bailey* à Swift Current, Terre Neuve.

3.0 Caractéristiques du bâtiment

Longueur : 17.7m **Largeur** : Inconnue **Jauge brute** : Inconnue **Matériaux** : fibre de verre, bois

4.0 Résumé des mesures requises

1. Fournir un calendrier détaillé de l'ensemble des travaux d'enlèvement aux fins d'examen et d'approbation par un représentant du Ministère.
2. Inspecter le site et vérifier auprès du représentant du Ministère les articles devant être conservés.
3. Retirer le bâtiment du lit de la voie navigable de la manière dont l'entrepreneur le juge approprié de le faire, en s'assurant d'effectuer tous les travaux conformément à l'ensemble des règlements et des exigences applicables, y compris l'enlèvement, la protection du site, la protection des personnes et l'élimination.
4. L'entrepreneur doit prendre toutes les mesures possibles pour assurer la sécurité du public dans le cadre des travaux prévus dans le contrat, y compris, mais sans s'y limiter ce qui suit : fournir et installer les barrières ou prendre les mesures de contrôle du trafic maritime requises, prendre soin de ne pas endommager les clôtures, les arbres, l'aménagement paysager, les caractéristiques naturelles, les points de repère, les installations existantes, la chaussée existante, les lignes de service, les accessoires du site, etc., qui doivent demeurer en place.
5. Ne pas endommager les systèmes racinaires des arbres, plantes et arbustes existants qui doivent demeurer en place, en empilant le surplus de terre ou des débris excédentaires sur eux ou en les coupant lors du dégagement du secteur.

6. Si l'on fait appel à des plongeurs, les opérations de plongée doivent être effectuées dans le respect des exigences du *Code canadien du travail*.
7. Démanteler le bâtiment et en disposer dans un lieu d'élimination terrestre approuvé par la province.
8. Corriger toute perturbation causée au site (trous, dépressions, rainures et/ou ornières) par l'enlèvement du bâtiment ou par l'équipement utilisé pour effectuer les travaux de manière à rétablir le site dans un état aussi proche que possible que celui du milieu environnant, et cela le plus rapidement possible.

5.0 Calendrier du projet

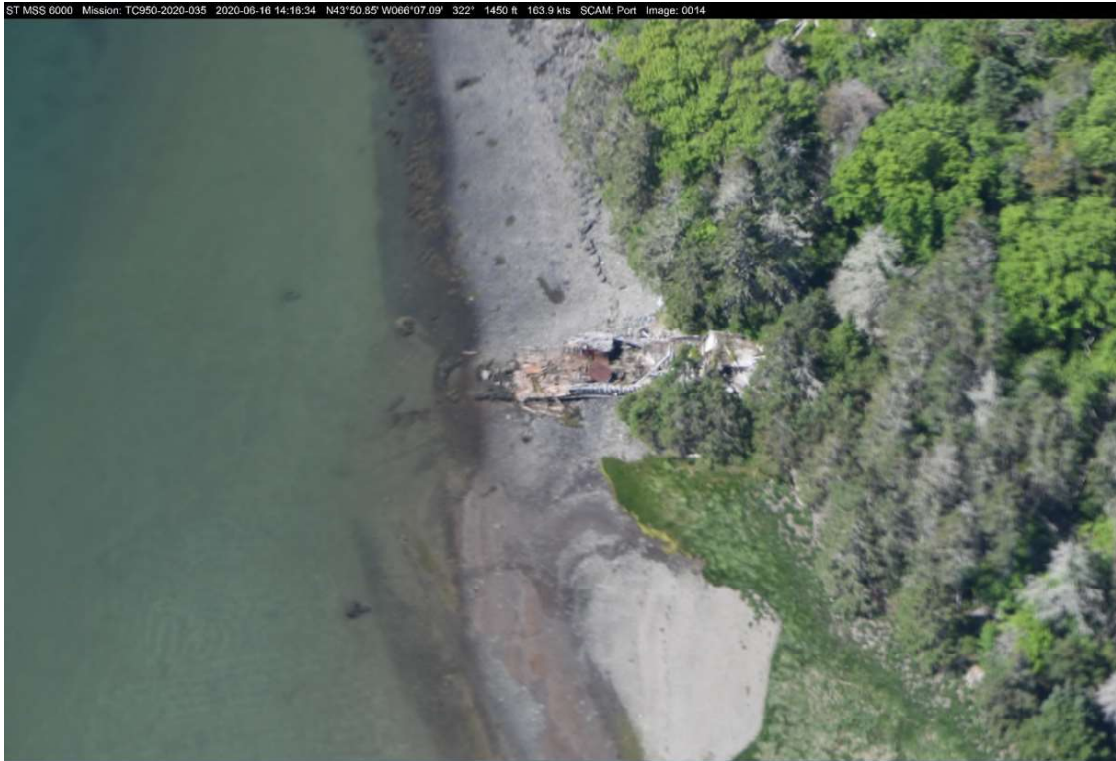
Les travaux effectués pour enlever le bâtiment et en disposer doivent être terminés d'ici le 31 mars 2021.

6.0 Exigences en matière de production de rapports :

L'entrepreneur doit communiquer avec le Bureau national de la protection de la navigation sept jours avant le début des travaux d'enlèvement et dans un délai de deux jours suivant l'enlèvement et l'élimination du bâtiment. L'entrepreneur doit fournir une copie des reçus pour les coûts d'élimination du bâtiment à Transports Canada (bordereaux des pesées/frais de décharge, etc.) en tant que documentation du processus d'élimination.

TRANSPORTS CANADA – ÉNONCÉ DES TRAVAUX #9

Bâtiment naufragé / épave – Bernard N. Seeley



Le Bernard N. Seeley échoué (Juin 2020)

1.0 Exigence : Enlèvement et disposition du bâtiment

Fournir les services nécessaires (y compris la main-d'œuvre, les matériaux et l'équipement) pour enlever le bâtiment *Bernard N. Seeley*, et en disposer. Les travaux engloberont l'enlèvement complet du bâtiment et son élimination en milieu terrestre de manière sécuritaire. Toute perturbation causée au site (trous, dépressions, rainures et/ou ornières) par l'enlèvement du bâtiment ou par l'équipement utilisé pour effectuer les travaux doit être atténuée de manière à rétablir le site dans un état aussi proche que possible que celui du milieu environnant, et cela le plus rapidement possible. Les travaux doivent être effectués conformément aux lois et aux règlements applicables relatifs à la sécurité de la main-d'œuvre/au travail et à l'environnement.

Voici les lois et les règlements pouvant s'appliquer, entre autres :

À l'échelle fédérale

[Loi canadienne sur la protection de l'environnement](#)

[Loi sur les pêches](#)

[Code canadien du travail](#)

Nouvelle-Écosse

[Nova Scotia Occupational Health and Safety Act](#)

[Nova Scotia Environment Act](#)

Nouveau-Brunswick

[Loi sur l'assainissement de l'environnement](#)

[Loi sur l'hygiène et la sécurité au travail](#)

Terre-Neuve-et-Labrador

[Environmental Protection Act](#)

[Occupational Health and Safety Act](#)

Île-du-Prince-Édouard

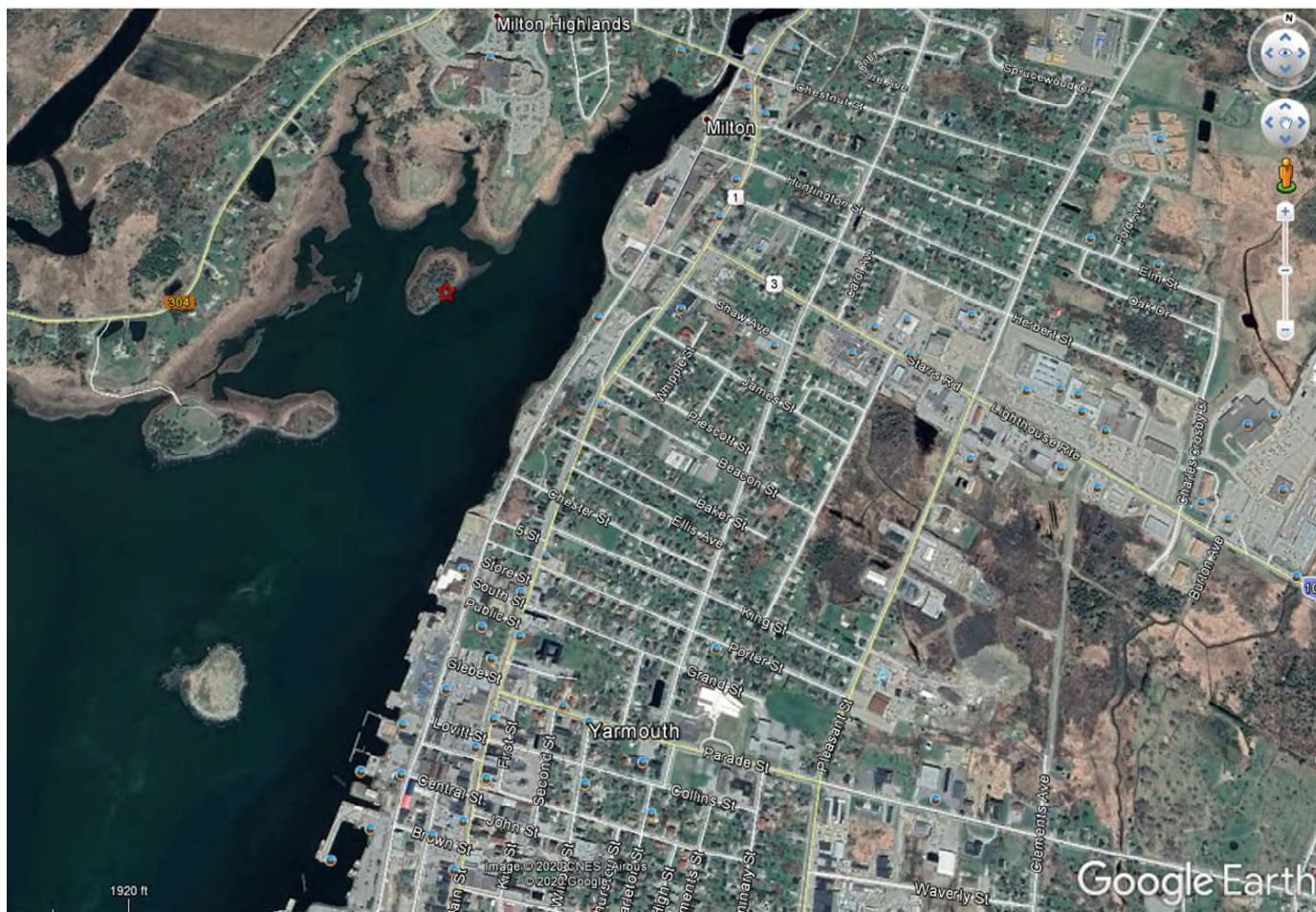
[Environmental Protection Act](#)

[Occupational Health and Safety Act](#)

Il convient de noter que même s'il a été déterminé que le bâtiment représente un risque de pollution ou un danger minimal/faible ou négligeable, les entrepreneurs doivent prévoir un bon dispositif de confinement (estacades et/ou produits absorbants) en cas de déversements d'hydrocarbures, qui pourraient survenir durant les travaux d'enlèvement. Il incombe aux entrepreneurs de contenir et d'éliminer les déversements et les rejets, et Transports Canada doit être avisé immédiatement et dans un délai maximal de 24 heures en cas de déversement ou de rejet.

2.0 Emplacement

Le bâtiment est actuellement échoué sur Bakers Island à Yarmouth, en Nouvelle-Écosse, 43°50'43.76"N x 66°7'20.16"O. Le bâtiment repose tel quel sur une plage de sable et de gravier. Des dommages sévères à la coque peuvent être observés et le niveau de détérioration est élevé.



L'étoile rouge indique l'emplacement du Bernard N. Seeley

3.0 Caractéristiques du bâtiment

Longueur : 27.5 m **Largeur** : 7.19 m **Jauge brute** : 132.3 t **Matériaux** : bois

4.0 Résumé des mesures requises

1. Fournir un calendrier détaillé de l'ensemble des travaux d'enlèvement aux fins d'examen et d'approbation par un représentant du Ministère.
2. Inspecter le site et vérifier auprès du représentant du Ministère les articles devant être conservés.
3. Retirer le bâtiment du lit de la voie navigable de la manière dont l'entrepreneur le juge approprié de le faire, en s'assurant d'effectuer tous les travaux conformément à l'ensemble des règlements et des exigences applicables, y compris l'enlèvement, la protection du site, la protection des personnes et l'élimination.
4. L'entrepreneur doit prendre toutes les mesures possibles pour assurer la sécurité du public dans le cadre des travaux prévus dans le contrat, y compris, mais sans s'y limiter ce qui suit : fournir et installer les barrières ou prendre les mesures de contrôle du trafic maritime requises, prendre soin de ne pas endommager les clôtures, les arbres, l'aménagement paysager, les caractéristiques naturelles, les points

de repère, les installations existantes, la chaussée existante, les lignes de service, les accessoires du site, etc., qui doivent demeurer en place.

5. Ne pas endommager les systèmes racinaires des arbres, plantes et arbustes existants qui doivent demeurer en place, en empilant le surplus de terre ou des débris excédentaires sur eux ou en les coupant lors du dégagement du secteur.
6. Si l'on fait appel à des plongeurs, les opérations de plongée doivent être effectuées dans le respect des exigences du *Code canadien du travail*.
7. Démanteler le bâtiment et en disposer dans un lieu d'élimination terrestre approuvé par la province.
8. Corriger toute perturbation causée au site (trous, dépressions, rainures et/ou ornières) par l'enlèvement du bâtiment ou par l'équipement utilisé pour effectuer les travaux de manière à rétablir le site dans un état aussi proche que possible que celui du milieu environnant, et cela le plus rapidement possible.

5.0 Calendrier du projet

Les travaux effectués pour enlever le bâtiment et en disposer doivent être terminés d'ici le 31 mars 2021.

6.0 Exigences en matière de production de rapports :

L'entrepreneur doit communiquer avec le Bureau national de la protection de la navigation sept jours avant le début des travaux d'enlèvement et dans un délai de deux jours suivant l'enlèvement et l'élimination du bâtiment. L'entrepreneur doit fournir une copie des reçus pour les coûts d'élimination du bâtiment à Transports Canada (bordereaux des pesées/frais de décharge, etc.) en tant que documentation du processus d'élimination.

TRANSPORTS CANADA – ÉNONCÉ DES TRAVAUX #10
Bâtiment naufragé – Brunswick Mariner



Le Brunswick Mariner échoué (janvier 2019)

1.0 Exigence : Enlèvement et disposition du bâtiment

Fournir les services nécessaires (y compris la main-d'œuvre, les matériaux et l'équipement) pour enlever le bâtiment *Brunswick Mariner*, et en disposer. Les travaux engloberont l'enlèvement complet du bâtiment et son élimination en milieu terrestre de manière sécuritaire. Toute perturbation causée au site (trous, dépressions, rainures et/ou ornières) par l'enlèvement du bâtiment ou par l'équipement utilisé pour effectuer les travaux doit être atténuée de manière à rétablir le site dans un état aussi proche que possible que celui du milieu environnant, et cela le plus rapidement possible. Les travaux doivent être effectués conformément aux lois et aux règlements applicables relatifs à la sécurité de la main-d'œuvre/au travail et à l'environnement.

Voici les lois et les règlements pouvant s'appliquer, entre autres :

À l'échelle fédérale

[Loi canadienne sur la protection de l'environnement](#)

[Loi sur les pêches](#)

[Code canadien du travail](#)

Nouvelle-Écosse

[Nova Scotia Occupational Health and Safety Act](#)

[Nova Scotia Environment Act](#)

Nouveau-Brunswick

[Loi sur l'assainissement de l'environnement](#)

[Loi sur l'hygiène et la sécurité au travail](#)

Terre-Neuve-et-Labrador

[Environmental Protection Act](#)

[Occupational Health and Safety Act](#)

Île-du-Prince-Édouard

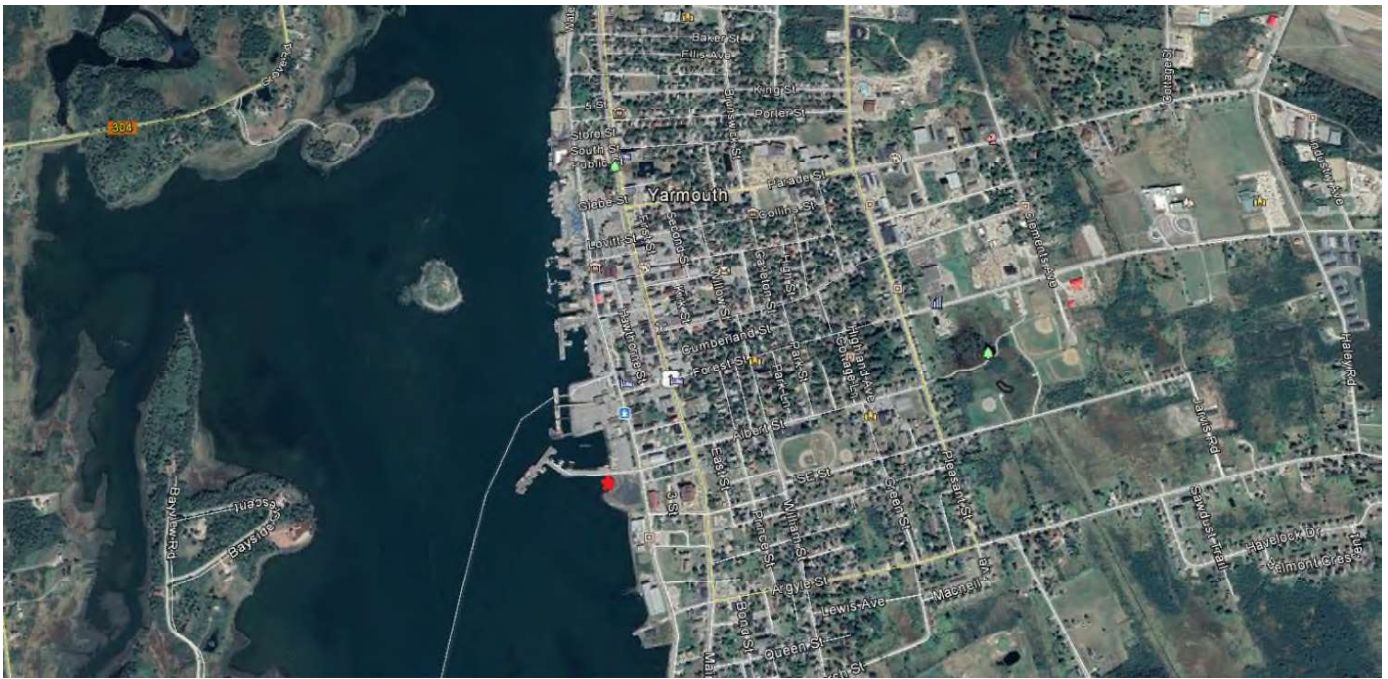
[Environmental Protection Act](#)

[Occupational Health and Safety Act](#)

Il convient de noter que même s'il a été déterminé que le bâtiment représente un risque de pollution ou un danger minimal/faible ou négligeable, les entrepreneurs doivent prévoir un bon dispositif de confinement (estacades et/ou produits absorbants) en cas de déversements d'hydrocarbures, qui pourraient survenir durant les travaux d'enlèvement. Il incombe aux entrepreneurs de contenir et d'éliminer les déversements et les rejets, et Transports Canada doit être avisé immédiatement et dans un délai maximal de 24 heures en cas de déversement ou de rejet.

2.0 Emplacement

Le bâtiment est actuellement mis à la masse au port de Yarmouth, à Yarmouth, en Nouvelle-Écosse, 43°49'52.58" N X 66°07'23.53" O dans environ un mètre d'eau. Le bâtiment repose tel quel sur une roche plate le long du rivage. Quelques dommages à la coque peuvent être observés, mais le niveau de détérioration est relativement faible.



L'étoile rouge indique l'emplacement du Brunswick Mariner

3.0 Caractéristiques du bâtiment

Longueur : 14 m **Largeur :** 5.3 m **Jauge brute :** 50.65 t **Matériaux :** bois

4.0 Résumé des mesures requises

1. Fournir un calendrier détaillé de l'ensemble des travaux d'enlèvement aux fins d'examen et d'approbation par un représentant du Ministère.
2. Inspecter le site et vérifier auprès du représentant du Ministère les articles devant être conservés.
3. Retirer le bâtiment du lit de la voie navigable de la manière dont l'entrepreneur le juge approprié de le faire, en s'assurant d'effectuer tous les travaux conformément à l'ensemble des règlements et des exigences applicables, y compris l'enlèvement, la protection du site, la protection des personnes et l'élimination.
4. L'entrepreneur doit prendre toutes les mesures possibles pour assurer la sécurité du public dans le cadre des travaux prévus dans le contrat, y compris, mais sans s'y limiter ce qui suit : fournir et installer les barrières ou prendre les mesures de contrôle du trafic maritime requises, prendre soin de ne pas endommager les clôtures, les arbres, l'aménagement paysager, les caractéristiques naturelles, les points de repère, les installations existantes, la chaussée existante, les lignes de service, les accessoires du site, etc., qui doivent demeurer en place.
5. Ne pas endommager les systèmes racinaires des arbres, plantes et arbustes existants qui doivent demeurer en place, en empilant le surplus de terre ou des débris excédentaires sur eux ou en les coupant lors du dégagement du secteur.
6. Si l'on fait appel à des plongeurs, les opérations de plongée doivent être effectuées dans le respect des exigences du *Code canadien du travail*.
7. Démanteler le bâtiment et en disposer dans un lieu d'élimination terrestre approuvé par la province.

8. Corriger toute perturbation causée au site (trous, dépressions, rainures et/ou ornières) par l'enlèvement du bâtiment ou par l'équipement utilisé pour effectuer les travaux de manière à rétablir le site dans un état aussi proche que possible que celui du milieu environnant, et cela le plus rapidement possible.

5.0 Calendrier du projet

Les travaux effectués pour enlever le bâtiment et en disposer doivent être terminés d'ici le 31 mars 2021.

6.0 Exigences en matière de production de rapports :

L'entrepreneur doit communiquer avec le Bureau national de la protection de la navigation sept jours avant le début des travaux d'enlèvement et dans un délai de deux jours suivant l'enlèvement et l'élimination du bâtiment. L'entrepreneur doit fournir une copie des reçus pour les coûts d'élimination du bâtiment à Transports Canada (bordereaux des pesées/frais de décharge, etc.) en tant que documentation du processus d'élimination.

TRANSPORTS CANADA – ÉNONCÉ DES TRAVAUX #11

Bâtiment naufragé / épave – Coque vert



Coque vert coulé près de Barrington Passage, chaussée allant à Cape Sable Island, NS (mars 2019)

1.0 Exigence : Enlèvement et disposition du bâtiment

Fournir les services nécessaires (y compris la main-d'œuvre, les matériaux et l'équipement) pour enlever le *bâtiment inconnu, coque vert* et en disposer. Les travaux engloberont l'enlèvement complet des bâtiments et son élimination en milieu terrestre de manière sécuritaire. Toute perturbation causée au site (trous, dépressions, rainures et/ou ornières) par l'enlèvement du bâtiment ou par l'équipement utilisé pour effectuer les travaux doit être atténuée de manière à rétablir le site dans un état aussi proche que possible que celui du milieu environnant, et cela le plus rapidement possible. Les travaux doivent être effectués conformément aux lois et aux règlements applicables relatifs à la sécurité de la main-d'œuvre/au travail et à l'environnement.

Voici les lois et les règlements pouvant s'appliquer, entre autres :

À l'échelle fédérale

[Loi canadienne sur la protection de l'environnement](#)

[Loi sur les pêches](#)

[Code canadien du travail](#)

Nouvelle-Écosse

[Nova Scotia Occupational Health and Safety Act](#)

[Nova Scotia Environment Act](#)

Nouveau-Brunswick

[Loi sur l'assainissement de l'environnement](#)

[Loi sur l'hygiène et la sécurité au travail](#)

Terre-Neuve-et-Labrador

[Environmental Protection Act](#)

[Occupational Health and Safety Act](#)

Île-du-Prince-Édouard

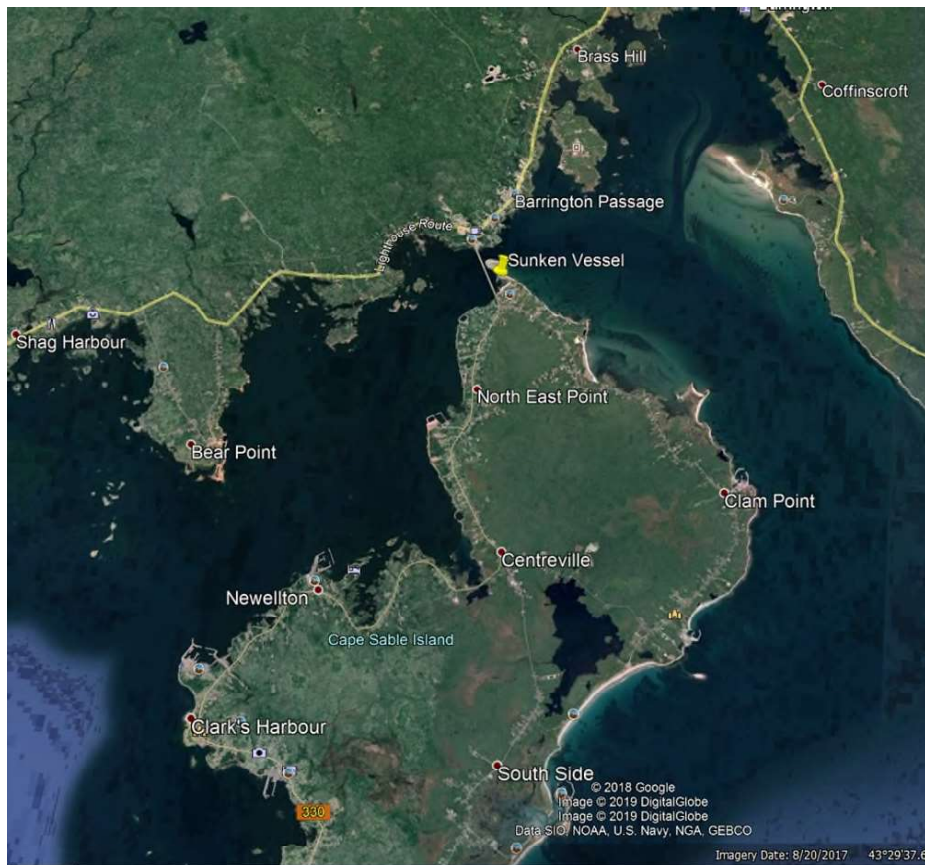
[Environmental Protection Act](#)

[Occupational Health and Safety Act](#)

Il convient de noter que même s'il a été déterminé que le bâtiment représente un risque de pollution ou un danger minimal/faible ou négligeable, les entrepreneurs doivent prévoir un bon dispositif de confinement (estacades et/ou produits absorbants) en cas de déversements d'hydrocarbures, qui pourraient survenir durant les travaux d'enlèvement. Il incombe aux entrepreneurs de contenir et d'éliminer les déversements et les rejets, et Transports Canada doit être avisé immédiatement et dans un délai maximal de 24 heures en cas de déversement ou de rejet.

2.0 Emplacement

Le bâtiment est actuellement coulé près de Barrington Passage, NS à 43° 30' 47" N, 065° 36' 37" O dans l'eau.



Le point jaune indique l'emplacement de la coque vert près de Barrington Passage en Nouvelle-Écosse.

3.0 Caractéristiques du bâtiment

Longueur : 10.3m **Largeur :** 3m **Jauge brute :** Inconnue **Matériaux :** bois

4.0 Résumé des mesures requises

1. Fournir un calendrier détaillé de l'ensemble des travaux d'enlèvement aux fins d'examen et d'approbation par un représentant du Ministère.
2. Inspecter le site et vérifier auprès du représentant du Ministère les articles devant être conservés.
3. Retirer le bâtiment du lit de la voie navigable de la manière dont l'entrepreneur le juge approprié de le faire, en s'assurant d'effectuer tous les travaux conformément à l'ensemble des règlements et des exigences applicables, y compris l'enlèvement, la protection du site, la protection des personnes et l'élimination.
4. L'entrepreneur doit prendre toutes les mesures possibles pour assurer la sécurité du public dans le cadre des travaux prévus dans le contrat, y compris, mais sans s'y limiter ce qui suit : fournir et installer les barrières ou prendre les mesures de contrôle du trafic maritime requises, prendre soin de ne pas endommager les clôtures, les arbres, l'aménagement paysager, les caractéristiques naturelles, les points de repère, les installations existantes, la chaussée existante, les lignes de service, les accessoires du site, etc., qui doivent demeurer en place.

5. Ne pas endommager les systèmes racinaires des arbres, plantes et arbustes existants qui doivent demeurer en place, en empilant le surplus de terre ou des débris excédentaires sur eux ou en les coupant lors du dégagement du secteur.
6. Si l'on fait appel à des plongeurs, les opérations de plongée doivent être effectuées dans le respect des exigences du *Code canadien du travail*.
7. Démanteler le bâtiment et en disposer dans un lieu d'élimination terrestre approuvé par la province.
8. Corriger toute perturbation causée au site (trous, dépressions, rainures et/ou ornières) par l'enlèvement du bâtiment ou par l'équipement utilisé pour effectuer les travaux de manière à rétablir le site dans un état aussi proche que possible que celui du milieu environnant, et cela le plus rapidement possible.

5.0 Calendrier du projet

Les travaux effectués pour enlever le bâtiment et en disposer doivent être terminés d'ici le 31 mars 2021.

6.0 Exigences en matière de production de rapports :

L'entrepreneur doit communiquer avec le Bureau national de la protection de la navigation sept jours avant le début des travaux d'enlèvement et dans un délai de deux jours suivant l'enlèvement et l'élimination du bâtiment. L'entrepreneur doit fournir une copie des reçus pour les coûts d'élimination du bâtiment à Transports Canada (bordereaux des pesées/frais de décharge, etc.) en tant que documentation du processus d'élimination.

TRANSPORTS CANADA – ÉNONCÉ DES TRAVAUX #12
Bâtiment naufragé / épave – 15A1377



Le 15A1377 échoué (Juin 2019)

1.0 Exigence : Enlèvement et disposition du bâtiment

Fournir les services nécessaires (y compris la main-d'œuvre, les matériaux et l'équipement) pour enlever le bâtiment 15A1377, et en disposer. Les travaux engloberont l'enlèvement complet du bâtiment et son élimination en milieu terrestre de manière sécuritaire. Toute perturbation causée au site (trous, dépressions, rainures et/ou ornières) par l'enlèvement du bâtiment ou par l'équipement utilisé pour effectuer les travaux doit être atténuée de manière à rétablir le site dans un état aussi proche que possible que celui du milieu environnant, et cela le plus rapidement possible. Les travaux doivent être effectués conformément aux lois et aux règlements applicables relatifs à la sécurité de la main-d'œuvre/au travail et à l'environnement.

Voici les lois et les règlements pouvant s'appliquer, entre autres :

À l'échelle fédérale

[Loi canadienne sur la protection de l'environnement](#)

[Loi sur les pêches](#)

[Code canadien du travail](#)

Nouvelle-Écosse

[Nova Scotia Occupational Health and Safety Act](#)

[Nova Scotia Environment Act](#)

Nouveau-Brunswick

[Loi sur l'assainissement de l'environnement](#)

[Loi sur l'hygiène et la sécurité au travail](#)

Terre-Neuve-et-Labrador

[Environmental Protection Act](#)

[Occupational Health and Safety Act](#)

Île-du-Prince-Édouard

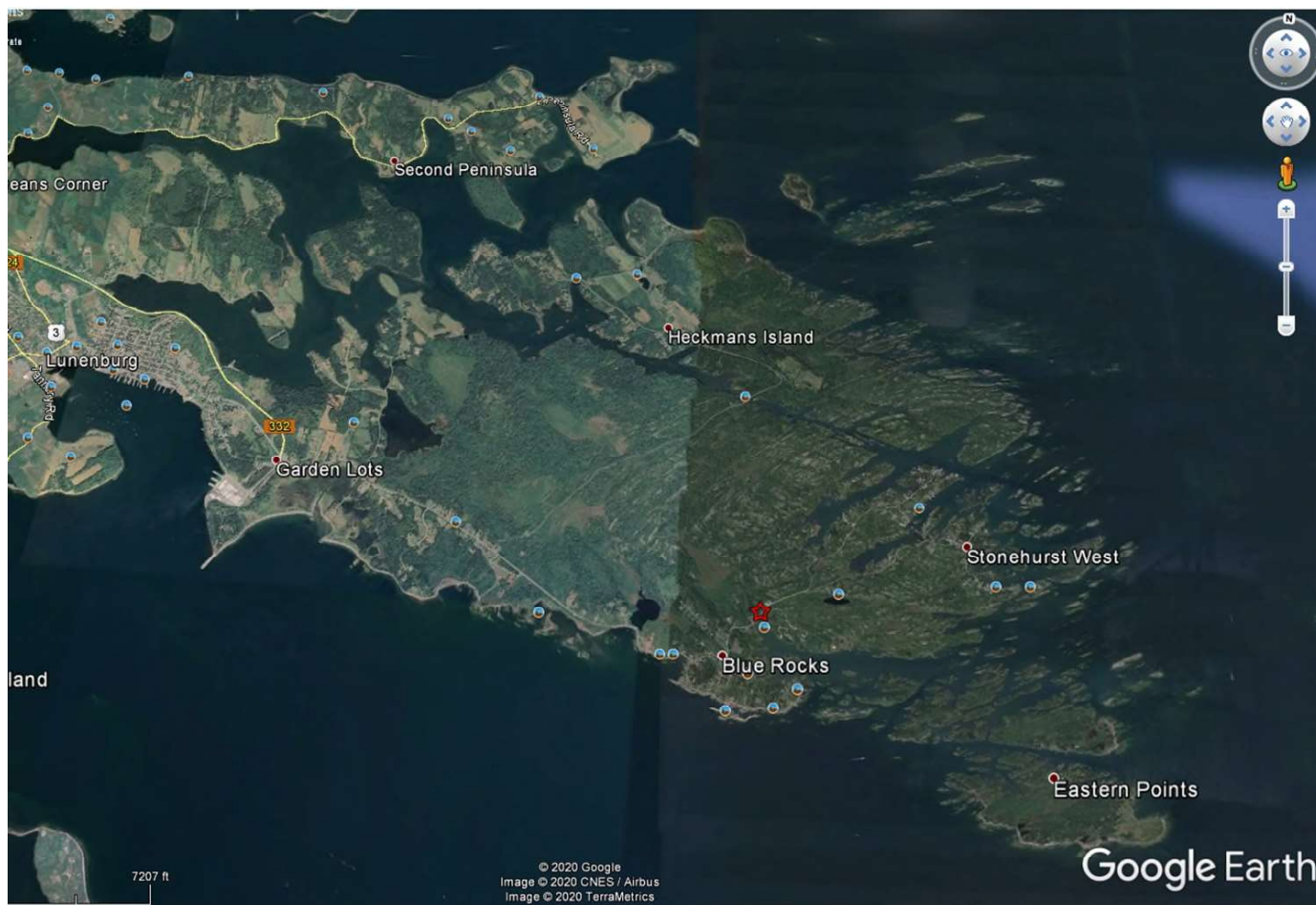
[Environmental Protection Act](#)

[Occupational Health and Safety Act](#)

Il convient de noter que même s'il a été déterminé que le bâtiment représente un risque de pollution ou un danger minimal/faible ou négligeable, les entrepreneurs doivent prévoir un bon dispositif de confinement (estacades et/ou produits absorbants) en cas de déversements d'hydrocarbures, qui pourraient survenir durant les travaux d'enlèvement. Il incombe aux entrepreneurs de contenir et d'éliminer les déversements et les rejets, et Transports Canada doit être avisé immédiatement et dans un délai maximal de 24 heures en cas de déversement ou de rejet.

2.0 Emplacement

Le bâtiment est actuellement échoué à Mud Cove, en Nouvelle-Écosse, 44°21'35.2"N x 64°14'19.89"O. Le bâtiment repose tel quel sur une plage de sable et de gravier. Des dommages sévères à la coque peuvent être observés et le niveau de détérioration est élevé.



L'étoile rouge indique l'emplacement du 15A1377

3.0 Caractéristiques du bâtiment

Longueur : 9.75m **Largeur** : Inconnue **Jauge brute** : Inconnue **Matériaux** : bois

4.0 Résumé des mesures requises

1. Fournir un calendrier détaillé de l'ensemble des travaux d'enlèvement aux fins d'examen et d'approbation par un représentant du Ministère.
2. Inspecter le site et vérifier auprès du représentant du Ministère les articles devant être conservés.
3. Retirer le bâtiment du lit de la voie navigable de la manière dont l'entrepreneur le juge approprié de le faire, en s'assurant d'effectuer tous les travaux conformément à l'ensemble des règlements et des exigences applicables, y compris l'enlèvement, la protection du site, la protection des personnes et l'élimination.
4. L'entrepreneur doit prendre toutes les mesures possibles pour assurer la sécurité du public dans le cadre des travaux prévus dans le contrat, y compris, mais sans s'y limiter ce qui suit : fournir et installer les barrières ou prendre les mesures de contrôle du trafic maritime requises, prendre soin de ne pas endommager les clôtures, les arbres, l'aménagement paysager, les caractéristiques naturelles, les points

de repère, les installations existantes, la chaussée existante, les lignes de service, les accessoires du site, etc., qui doivent demeurer en place.

5. Ne pas endommager les systèmes racinaires des arbres, plantes et arbustes existants qui doivent demeurer en place, en empilant le surplus de terre ou des débris excédentaires sur eux ou en les coupant lors du dégagement du secteur.
6. Si l'on fait appel à des plongeurs, les opérations de plongée doivent être effectuées dans le respect des exigences du *Code canadien du travail*.
7. Démanteler le bâtiment et en disposer dans un lieu d'élimination terrestre approuvé par la province.
8. Corriger toute perturbation causée au site (trous, dépressions, rainures et/ou ornières) par l'enlèvement du bâtiment ou par l'équipement utilisé pour effectuer les travaux de manière à rétablir le site dans un état aussi proche que possible que celui du milieu environnant, et cela le plus rapidement possible.

5.0 Calendrier du projet

Les travaux effectués pour enlever le bâtiment et en disposer doivent être terminés d'ici le 31 mars 2021.

6.0 Exigences en matière de production de rapports :

L'entrepreneur doit communiquer avec le Bureau national de la protection de la navigation sept jours avant le début des travaux d'enlèvement et dans un délai de deux jours suivant l'enlèvement et l'élimination du bâtiment. L'entrepreneur doit fournir une copie des reçus pour les coûts d'élimination du bâtiment à Transports Canada (bordereaux des pesées/frais de décharge, etc.) en tant que documentation du processus d'élimination.

TRANSPORTS CANADA – ÉNONCÉ DES TRAVAUX #13
Bâtiment naufragé – Lady Elizabeth



Lady Elizabeth (Septembre 2019)

1.0 Exigence : Enlèvement et disposition du bâtiment

Fournir les services nécessaires (y compris la main-d'œuvre, les matériaux et l'équipement) pour enlever le bâtiment *Lady Elizabeth*, et en disposer. Les travaux engloberont l'enlèvement complet du bâtiment et son élimination en milieu terrestre de manière sécuritaire. Toute perturbation causée au site (trous, dépressions, rainures et/ou ornières) par l'enlèvement du bâtiment ou par l'équipement utilisé pour effectuer les travaux doit être atténuée de manière à rétablir le site dans un état aussi proche que possible que celui du milieu environnant, et cela le plus rapidement possible. Les travaux doivent être effectués conformément aux lois et aux règlements applicables relatifs à la sécurité de la main-d'œuvre/au travail et à l'environnement.

Voici les lois et les règlements pouvant s'appliquer, entre autres :

À l'échelle fédérale

[Loi canadienne sur la protection de l'environnement](#)

[Loi sur les pêches](#)

[Code canadien du travail](#)

Nouvelle-Écosse

[Nova Scotia Occupational Health and Safety Act](#)

[Nova Scotia Environment Act](#)

Nouveau-Brunswick

[Loi sur l'assainissement de l'environnement](#)

[Loi sur l'hygiène et la sécurité au travail](#)

Terre-Neuve-et-Labrador

[Environmental Protection Act](#)

[Occupational Health and Safety Act](#)

Île-du-Prince-Édouard

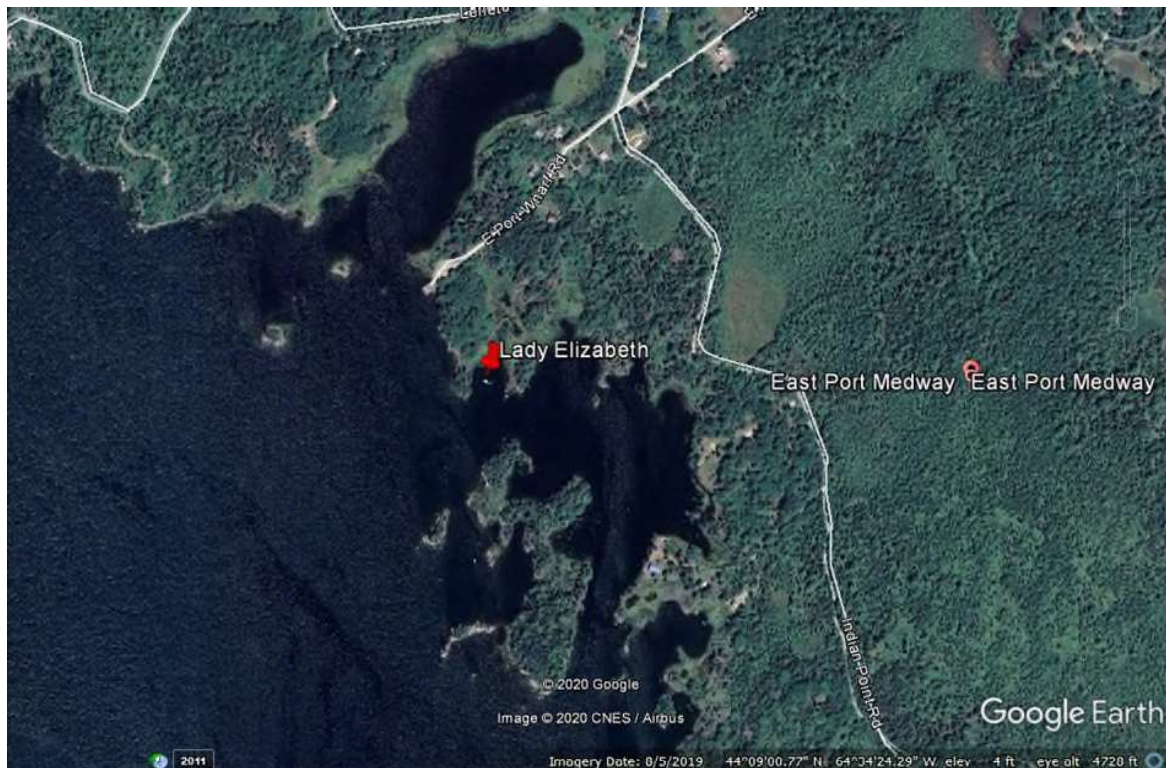
[Environmental Protection Act](#)

[Occupational Health and Safety Act](#)

Il convient de noter que même s'il a été déterminé que le bâtiment représente un risque de pollution ou un danger minimal/faible ou négligeable, les entrepreneurs doivent prévoir un bon dispositif de confinement (estacades et/ou produits absorbants) en cas de déversements d'hydrocarbures, qui pourraient survenir durant les travaux d'enlèvement. Il incombe aux entrepreneurs de contenir et d'éliminer les déversements et les rejets, et Transports Canada doit être avisé immédiatement et dans un délai maximal de 24 heures en cas de déversement ou de rejet.

2.0 Emplacement

Le bâtiment est actuellement échoué près de East Port Medway en Nouvelle-Écosse, 44° 8' 59.64" N, 064° 34' 31" O dans environ 2 mètres d'eau. Le bâtiment repose tel quel sur un fond rocheux et la coque est endommagée sévèrement.



Le point rouge indique l'emplacement du bâtiment abandonné et échoué, le Lady Elizabeth

3.0 Caractéristiques du bâtiment

Longueur : 16.6 m **Largeur** : 3.03 m **Jauge brute** : inconnue **Matériaux** : bois

4.0 Résumé des mesures requises

1. Fournir un calendrier détaillé de l'ensemble des travaux d'enlèvement aux fins d'examen et d'approbation par un représentant du Ministère.
2. Inspecter le site et vérifier auprès du représentant du Ministère les articles devant être conservés.
3. Retirer le bâtiment du lit de la voie navigable de la manière dont l'entrepreneur le juge approprié de le faire, en s'assurant d'effectuer tous les travaux conformément à l'ensemble des règlements et des exigences applicables, y compris l'enlèvement, la protection du site, la protection des personnes et l'élimination.
4. L'entrepreneur doit prendre toutes les mesures possibles pour assurer la sécurité du public dans le cadre des travaux prévus dans le contrat, y compris, mais sans s'y limiter ce qui suit : fournir et installer les barrières ou prendre les mesures de contrôle du trafic maritime requises, prendre soin de ne pas endommager les clôtures, les arbres, l'aménagement paysager, les caractéristiques naturelles, les points de repère, les installations existantes, la chaussée existante, les lignes de service, les accessoires du site, etc., qui doivent demeurer en place.
5. Ne pas endommager les systèmes racinaires des arbres, plantes et arbustes existants qui doivent demeurer en place, en empilant le surplus de terre ou des débris excédentaires sur eux ou en les coupant lors du dégagement du secteur.

6. Si l'on fait appel à des plongeurs, les opérations de plongée doivent être effectuées dans le respect des exigences du *Code canadien du travail*.
7. Démanteler le bâtiment et en disposer dans un lieu d'élimination terrestre approuvé par la province.
8. Corriger toute perturbation causée au site (trous, dépressions, rainures et/ou ornières) par l'enlèvement du bâtiment ou par l'équipement utilisé pour effectuer les travaux de manière à rétablir le site dans un état aussi proche que possible que celui du milieu environnant, et cela le plus rapidement possible.

5.0 Calendrier du projet

Les travaux effectués pour enlever le bâtiment et en disposer doivent être terminés d'ici le 31 mars 2021.

6.0 Exigences en matière de production de rapports :

L'entrepreneur doit communiquer avec le Bureau national de la protection de la navigation sept jours avant le début des travaux d'enlèvement et dans un délai de deux jours suivant l'enlèvement et l'élimination du bâtiment. L'entrepreneur doit fournir une copie des reçus pour les coûts d'élimination du bâtiment à Transports Canada (bordereaux des pesées/frais de décharge, etc.) en tant que documentation du processus d'élimination.